



Analyse des résultats de la Consultation des habitants du quartier du Parc dans le cadre de l'élaboration du projet de renouvellement du quartier

Introduction

Le présent document propose une analyse des résultats de la consultation par questionnaire des habitants du quartier du Parc à Nanterre (Hauts de Seine) qui s'est déroulée aux mois de juin et juillet 2007.

La méthode déployée consiste à présenter dans un premier temps le niveau de participation puis à décrire les caractéristiques des répondants, en fonction de données connues par ailleurs.

Ensuite, une première partie décrit les résultats enregistrés pour chacun des huit thèmes du questionnaire, c'est à dire les réponses en volume et en pourcentage. Evidemment, cette description intègre la double référence spatiale des réponses : le secteur résidentiel d'une part et l'ensemble du quartier du Parc d'autre part.

Dans un second temps, il s'agit de déterminer à partir des réponses aux questions identitaires s'il existe à l'intérieur de l'ensemble des répondants des groupes sociaux auto-constitués, c'est à dire des sous-populations caractéristiques qui n'ont pas conscience d'elles-mêmes en tant que telles¹ mais qui, néanmoins, présentent un fort degré d'homogénéité. On cherche également, pour la suite de l'analyse, à « résumer » ces groupes sociaux par un ou deux indicateurs signifiants.

Une fois ce travail réalisé, il devient possible d'analyser les réponses à chaque thème du questionnaire pour chaque sous-population. L'ambition est de répondre aux questions : Qui répond quoi et pourquoi ?

Enfin, la partie suivante rend compte du travail réalisé au sein des cinq « groupes-expert » qui se sont réunis durant la période de la consultation. Les personnels de santé, les associations, les acteurs de terrain, les salariés d'entreprises, les commerçants, tous acteurs du quartier se sont investis dans un travail consistant à déterminer, selon eux, les principaux dysfonctionnements du quartier et, dans la mesure du possible, les possibilités de les réduire. Il s'agit ici de mesurer le niveau d'adéquation entre l'analyse des habitants du quartier et celle des acteurs identifiés. Le but recherché est de savoir si les uns et les autres affichent des niveaux d'appréciation du quartier suffisamment compatibles pour associer utilement et immédiatement leurs dynamismes respectifs à l'élaboration formelle d'un projet de renouvellement du quartier du Parc.

¹ Le questionnaire étant individuel et anonyme.

Analyse descriptive des résultats de la Consultation des habitants du quartier du Parc à Nanterre « *Vos idées, ça vous change la ville* »

Participation à la consultation et profil des répondants

La consultation par questionnaire des habitants du quartier du Parc, réalisée entre le 18 juin et le 13 juillet, a connu un succès incontestable. Sur les 8.000 ménages du quartier, 1.848 se sont impliqués dans la démarche. Le taux de retour s'établit ainsi à 23,1%. En sachant que chaque ménage nanterrien compte en moyenne 2,13 personnes âgées de 15 ans et plus, c'est quasiment 4.000 adultes du quartier du Parc qui se sont investis, sous une forme ou une autre, dans la démarche de consultation.

Sur les 1.848 questionnaires reçus, 9 étaient totalement vierges et 41 remplis par des personnes âgées de moins de 15 ans (écoliers ou collégiens). Ils ne figurent pas parmi les 1.798 questionnaires saisis, qui constituent donc la base de cette analyse. Sur ces 1.798 questionnaires, 909 (50,5%) ont été retournés grâce à l'enveloppe T fournie avec le questionnaire, 55 (3%) ont été déposés dans une urne prévue à cette effet (au Centre social, dans les loges de gardien, etc.) et 834 (46,5%) ont été recueillis lors des opérations menées sur le terrain par les équipes de la Ville.

Six répondants sur dix sont des femmes. Cette proportion est supérieure à la part que représentent les femmes dans la population totale (50,1%). Mais cela n'est pas surprenant dans une consultation en direction des ménages. Le plus souvent, la réponse à un questionnaire est une activité sociologiquement sexuée, plutôt féminine.

La structure par âge des répondants apporte une information intéressante. Les jeunes se sont largement emparés de la démarche tandis que les anciens l'ont relativement boudée. En général, on observe l'inverse : beaucoup de seniors et peu de jeunes. Néanmoins, l'effectif important des répondants est constitué des adultes mûrs (40-59 ans), avec près de quatre répondants sur dix.

Tranche d'âge	Effectif / consultation	Pourcentage / consultation	Pourcentage / population totale de Nanterre
15-19 ans	245	13,8%	8%
20-29 ans	280	15,7%	21,1%
30-39 ans	330	18,5%	21,8%
40-59 ans	692	38,9%	32,6%
60 ans et plus	234	13,1%	16,5%
Total	1781		

La question portant sur la nationalité a connu un taux de réponse relativement modeste (1.236 / 1.798), mais elle était en nature différente puisqu'il s'agissait ici d'écrire sa nationalité et non de cocher une case (la logique de remplissage en était altérée). Les 1.236 personnes qui ont renseigné la rubrique sont françaises à 88% et étrangères à 12%.

Concernant la catégorie socio-économique, on retrouve le retrait relatif des anciens, avec une part relativement modeste de retraités. Les professions libérales au sens large ont plutôt investi la démarche, de même que les personnels d'encadrement (un peu plus les cadres intermédiaires que les cadres supérieurs). Par contre, les ouvriers sont nettement sous-représentés, au bénéfice des employés. On peut associer cette distribution à celle observée à propos du sexe, les femmes étant plus facilement employées et les hommes ouvriers.

Catégorie socio-économique	Effectif / consultation	Pourcentage / consultation	Pourcentage / population Nanterre
artisan-commerçant	16	0,9%	1,5%
profession libérale	26	1,5%	
chef d'entreprise	7	0,4%	
cadre supérieur	73	4,2%	6%
cadre moyen	209	12,1%	9,9%
employé	633	36,7%	16,9%
ouvrier	68	3,9%	11,4%
étudiant	290	16,8%	40%
femme au foyer	85	4,9%	
chômeur	107	6,2%	
retraité	211	12,2%	20,4%
Total	1725		

Deux secteurs d'habitat, proches l'un de l'autre, sont massivement représentés parmi les répondants : les tours Aillaud (18,6%) et les Fontenelles (15,4%). Toutefois, les secteurs résidentiels du Parc Nord, de nature différente (plus de copropriétés), sont également bien représentés (Vallona, Liberté, Parc nord, Central Parc). C'est dans les secteurs situés entre l'avenue Picasso et le parc André Malraux que l'on recense le moins de répondants (La Colombe, La Chapelle, Etang, Parc Sud, Greuze).

Secteur	Effectif	Pourcentage
Tours Aillaud	317	18,6%
Les Fontenelles	263	15,4%
Champ aux Melles	169	9,9%
Central Parc	155	9,1%
Parc Nord	147	8,6%
Liberté	119	7%
Vallona	106	6,2%
Carriers	71	4,2%
MH1 (Fraternité)	66	3,9%
Champs Pierreux	57	3,3%
MH7 (Egalité)	55	3,2%
Etang	55	3,2%
La Chapelle	35	2,1%
Greuze	28	1,6%
Fontaines	24	1,4%
La Colombe	19	1,1%
Parc Sud	17	1%
Total	1703	

Très nettement, les répondants habitent depuis longtemps dans leur logement : 44% depuis plus de 10 ans et 25% entre cinq et dix ans. Du coup, les habitants récents du quartier représentent une part moins importante des répondants. Et avant d'habiter dans leur logement actuel, les répondants habitaient déjà Nanterre, soit dans un autre quartier (31%), soit déjà dans le quartier du Parc (23%). Les répondants sont donc représentatifs d'une population souche, ou socle, du quartier. Trois quarts des répondants sont locataires d'un logement social (en cohérence avec les secteurs où l'on recense le plus de répondants : Tours Aillaud et Fontenelles), mais on dénombre tout de même 10% de propriétaires et 10% de locataires du secteur libre. Ces statuts d'occupation sont donc minoritaires, mais représentés néanmoins. La taille du logement est plutôt de type F3/F4 (65%), significative d'une structure démographique de type

familial. D'ailleurs, 41% des répondants vivent dans une famille comptant au moins quatre personnes. Les petits logements (F1/F2) représentent 23% des réponses à la question. La question sur la superficie, où, comme pour la nationalité, il fallait écrire et non cocher, a suscité peu d'intérêt (470 réponses). On remarque que, logiquement, les propriétaires connaissent mieux la superficie de leur logement que les locataires.

Avant d'entrer dans le vif du questionnaire, une dernière question « identitaire » demandait aux habitants s'ils souhaitaient ou non déménager. Le résultat est édifiant et confirme la notion de population socle. En effet, 53% des répondants souhaitent rester dans leur logement et 17% dans le quartier (mais en changeant de logement). Autrement dit, sept répondants sur dix souhaitent continuer à vivre dans leur quartier.

Changement de logement	Effectif	Pourcentage
rester dans mon logement	924	53,2%
changer de logement mais rester dans le quartier	294	16,9%
changer de logement et quitter Nanterre	260	15,0%
changer de logement et autre quartier de Nanterre	258	14,9%
Total	1736	100%

Au final, nous sommes en présence d'une population très attachée à son quartier, qui souhaite y vivre et continuer à y vivre. Il s'agit d'une population populaire et le plus souvent laborieuse, sans pour autant exclure d'autres types de répondants, qui ont su également s'approprier l'initiative municipale. On retient également une forte participation des jeunes à la démarche, et inversement une participation plutôt modeste des anciens.

Analyse thématique

Avant d'aborder les réponses à chacun des thèmes qui était proposé, deux remarques importantes s'imposent. En effet, indépendamment des contenus, le questionnaire permet de répondre à deux questions :

Le quartier du Parc constitue-t-il une entité connue et reconnue pour les habitants du quartier ou la revendication territoriale se limite-t-elle à des espaces plus restreints (plusieurs « quartiers » qui composeraient le quartier du Parc) ?

Les habitants du quartier sont-ils capacitaires pour sélectionner, parmi un nombre de propositions qui vont toutes dans le sens d'une amélioration du quartier, celles qui leur semblent les plus importantes ? Autrement dit, peut-on échapper à une logique de réponse au questionnaire fondée sur la revendication et la réclamation de principe (toutes les cases cochées) ?

A la première question, la réponse est qu'il existe bel et bien pour les habitants un quartier du Parc. En effet, le questionnaire proposait de répondre pour chaque thème en fonction de deux périmètres : le secteur résidentiel ET l'ensemble du quartier du Parc. D'une part, les répondants ont répondu en fonction des deux périmètres. D'autre part, ils n'ont pas sélectionné les mêmes réponses pour chaque type de périmètre. On peut en conclure (logiquement) que les habitants perçoivent et pratiquent différents types d'espaces : des espaces d'immédiate proximité (la « cité » où ils habitent) et des espaces plus larges (le quartier du Parc) auxquels ils attribuent des fonctions différentes et complémentaires.

A la seconde question, on peut répondre par l'affirmative. Le questionnaire proposait de choisir au maximum trois réponses, parmi les propositions de chaque thème. On verra lors de l'analyse que la consigne a été respectée en mesurant le nombre de réponses par rapport au nombre total théorique (toutes les cases cochées). On pourra conclure que les répondants ont joué le jeu du questionnaire en toute conscience, sans démagogie ni populisme.

Les priorités sur la question du logement

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.691 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 4.286 choix, soit 2,53 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.289 personnes ont répondu à hauteur de 3.244 choix, soit 2,51 par répondant.

Concernant le secteur résidentiel, on observe que les principaux choix concernent la qualité et le confort du logement, mais d'abord dans ses aspects communs (façades, fenêtres, halls, paliers, escaliers, ascenseurs), avec 19,6% des réponses, et en second dans le confort intérieur (plomberie, sanitaires, électricité), avec 17,9% des réponses. Ensuite, et seulement ensuite, les habitants envisagent une diversification de l'habitat dans leur secteur, soit par le statut d'occupation (16,9% pour un développement de l'accèsion à la propriété ; 12,5% pour la construction de logements sociaux), soit par la typologie des résidents (13,3% pour le logement des jeunes et des étudiants). On remarque que seulement 7,6% des réponses concernent les démolitions éventuelles de logements.

Priorités / question du logement	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	107 (1691)	//	509 (1289)	//
intérieur des logements réhabilité	768	17,9%	356	11%
bâtiments rénovés et parties communes améliorées	838	19,6%	535	16,5%
démolitions envisagées	324	7,6%	454	14%
nouveaux logements sociaux construits	535	12,5%	423	13%
plus de logements en accession à la propriété	723	16,9%	535	16,5%
secteur locatif libre et salariés	391	9,1%	350	10,8%
logement jeunes et étudiants	571	13,3%	493	15,2%
pas d'avis sur le logement	136	3,2%	98	3%
Total / réponses	4286	100%	3244	100%

A l'échelle du quartier, c'est également l'amélioration des bâtiments et parties communes qui arrive en première position (16,5%), mais suivie de très près par l'ensemble des propositions qui suggèrent une diversification de l'habitat : accession à la propriété (16,5%), logements pour les jeunes (15,2%), nouveaux logements sociaux (13%). Il faut noter que l'item relatif aux démolitions atteint cette fois un score deux fois plus important (14%). Autrement dit, selon les répondants, des démolitions sont envisageables dans le quartier, mais à la condition qu'elles ne concernent pas le secteur où ils habitent. D'autres analyses préciseront ultérieurement cette attitude.

Les priorités sur le cadre de vie

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.678 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 4.320 choix, soit 2,57 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.265 personnes ont répondu à hauteur de 3.162 choix, soit 2,5 par répondant.

Concernant le secteur résidentiel, les répondants se sont positionnés (comme pour le logement) en fonction de leur périmètre de vie quotidienne : c'est l'équipement des espaces extérieurs – corbeilles, bancs, jeux pour enfants – (17,7%) et leur entretien (16,7%), ainsi que la résidentialisation de leur cité (17,3%) qu'ils choisissent en premier. En fait, ils souhaitent des pieds d'immeubles calmes, équipés, propres, préservés et réservés. Dans un deuxième temps seulement, ils évoquent les espaces dédiés à des fonctions spécifiques (terrains multisports ou espaces de détente et de repos). On observe que la sécurisation du parc André Malraux (clôtures, gardiennage) n'est évoquée qu'au 4^{ème} rang (15,9% des réponses).

Priorités / cadre de vie	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	120 (1678)	//	533 (1265)	//
création d'espaces de détente et de repos	652	15,1%	492	15,6%
création d'espaces à vocation sportive en libre accès	656	15,2%	599	18,9%
espaces extérieurs mieux équipés	763	17,7%	508	16,1%
espaces extérieurs mieux entretenus	720	16,7%	535	16,9%
parc A.Malraux plus sécurisé	689	15,9%	569	18%
pieds d'immeubles résidentialisés	747	17,3%	391	12,4%
pas d'avis sur le cadre de vie	93	2,2%	68	2,2%
Total / réponses	4320	100%	3162	100%

A l'échelle du quartier, les répondants plébiscitent en premier la création d'espaces à vocation sportive en libre accès (18,9%). En fait, cette exigence est complétée par les réponses aux questions ouvertes (soit directement associées au thème, soit en fin de questionnaire) où de nombreux habitants ont précisé qu'ils souhaitaient que les jeux de ballon ne se déroulent pas « *sous leurs fenêtres* ». La sécurisation du parc André Malraux arrive ici en seconde position (18%). Rappelons que cette item, au delà de sa signification intrinsèque, constitue également un moyen de mesurer l'importance du thème de l'insécurité dans le quartier. Son positionnement parmi les choix des répondants (4^{ème} et 2^{ème}) prouve que la préoccupation est réelle, mais que, néanmoins, elle ne

constitue pas la première priorité des habitants du quartier et que, en tout état de cause, sa résolution n'est pas considérée comme le préalable incontournable pour l'amélioration de la vie dans le quartier. L'insécurité est un thème présent... parmi d'autres.

Les priorités sur la circulation et le stationnement

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.638 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 4.539 choix, soit 2,77 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.254 personnes ont répondu à hauteur de 3.375 choix, soit 2,69 par répondant.

Concernant le secteur résidentiel, l'item relatif à la réduction de la vitesse excessive des voitures arrive en première position (16%). En second, mais de façon tout à fait complémentaire, on trouve la sécurisation de la sortie des écoles (15,5%). On peut compléter ce classement en précisant que de nombreuses remarques (question ouverte du thème ou en fin de questionnaire) font référence au danger généré par la vitesse excessive des deux-roues et autres scooters, non seulement sur la voirie mais également et peut-être surtout sur les trottoirs et à l'intérieur du parc André Malraux. Le deuxième thème concerne le stationnement, d'abord pour réclamer l'éradication du stationnement sauvage (14,4%) puis l'amélioration-sécurisation des aires de parking (13,7%). Ici aussi, de nombreuses remarques ont trait au fait que le quartier souffre d'un déficit global de places de stationnement et, par ailleurs, que le stationnement soit payant (les deux combinés expliquant pour une bonne part l'importance du stationnement sauvage).

Priorités / Circulation et stationnement	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	160 (1638)	//	544 (1254)	//
éclairage public amélioré	547	12,1%	378	11,2%
signalétique améliorée	284	6,3%	267	7,9%
voitures roulent moins vite	725	16%	515	15,3%
sorties écoles sécurisées	703	15,5%	506	15%
stationnement sauvage éradiqué	653	14,4%	477	14,1%
parkings de surface et souterrains sécurisés	620	13,7%	371	11%
meilleurs transports collectifs	512	11,3%	429	12,7%
développement pistes piétons et vélos	422	9,3%	368	10,9%
pas d'avis sur la circulation	73	1,6%	64	1,9%
Total / réponses	4539	100%	3375	100%

A l'échelle du quartier, on retrouve aux deux premières places et dans le même ordre les items déjà plébiscités à l'échelle du secteur : vitesse des voitures (15,3%) et sécurisation des sorties d'école (15%). Le problème est donc important et global. Pour les habitants du quartier, s'il est une insécurité clairement identifiée, il s'agit bien de l'insécurité routière. Certaines remarques de nature qualitative l'associent volontiers à la notion de « course » automobile informelle, aux rodéos, aux courses de deux-roues ou motos. Dans tous les cas, la problématique s'affirme comme tout à fait incontournable. On retrouve également à la troisième place la question du stationnement sauvage (14,1%). Problème récurrent à l'échelle du secteur d'habitation, cette question s'affirme également à l'échelle de l'ensemble du quartier. On voit ensuite apparaître, à l'échelle du quartier, l'item relatif à l'amélioration des transports collectifs (12,7%). Finalement assez satisfaits par la desserte RER, les habitants précisent grâce aux questions ouvertes que cette amélioration devrait principalement concerner l'autobus : meilleure fréquence diurne, desserte nocturne (notamment le week-end), amélioration des stations de bus (en particulier pour les personnes âgées et/ou à mobilité réduite).

Les priorités sur l'école et la formation

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.573 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 3.460 choix, soit 2,19 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.195 personnes ont répondu à hauteur de 2.708 choix, soit 2,26 par répondant. Ce thème a moins retenu l'attention des répondants que les autres. On peut avancer comme explication que de nombreuses personnes âgées ont précisé « *ne plus être concernées par la question* ».

Priorités / Ecole et formation	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	225 (1573)	//	603 (1195)	//
re-découper les secteurs scolaires	526	15,2%	439	16,2%
développer activités péri-scolaires primaire et collège	805	23,3%	578	21,3%
accompagnement projet vie-études	807	23,3%	571	21,1%
liens entre lycée et université	476	13,8%	443	16,4%
soutien fonction parentale	527	15,2%	463	17,1%
pas d'avis sur l'école	319	9,2%	214	7,9%
Total / réponses	3460	100%	2708	100%

Pour ce thème, les réponses sont ordonnées quasiment de la même façon, quel que soit le périmètre envisagé (secteur ou quartier). Autrement dit, les habitants considèrent que la question de l'école et de la formation transcende les limites territoriales. Le problème n'est pas dans le « près » ou dans le « loin », il est ailleurs. Plus précisément, il est dans l'accompagnement de chaque jeune pour l'élaboration d'un projet d'études associé à un projet de vie, sous-entendu conduisant à la réussite (23,3% pour le secteur et 21,3% pour le quartier). Pour les habitants du quartier du Parc, la « réussite sociale » passe par les études et de nombreuses remarques qualitatives précises qu'elle ne peut passer par le « squat des halls ». Forts des constats qu'ils établissent, les répondants choisissent en deuxième rang l'item consacré au développement des activités de soutien scolaire, en primaire et au collège (23,3% et 21,1%). Il s'agit donc bien, premièrement, d'accompagner et soutenir les jeunes eux-mêmes. Dans une moindre mesure (15,2% et 17,1%) apparaît la notion de soutien aux parents (15,2% et 17,1%). Enfin, on trouve en dernier les items qui sont plus directement associés à la fonction éducative stricto sensu, c'est à dire la possibilité d'agir sur la carte scolaire (15,2% et 16,2%) ou sur le développement des relations entre l'enseignement secondaire et supérieur (13,8% et 16,4%). L'ordre de priorité est donc le suivant : 1/ accompagner les jeunes, 2/ assister les parents, 3/ agir sur « l'infrastructure éducative ».

Les priorités à propos des services publics

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.660 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 4.621 choix, soit 2,78 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.270 personnes ont répondu à hauteur de 3.473 choix, soit 2,73 par répondant. Ce thème est celui qui a suscité le plus de réponses, montrant ainsi tout l'intérêt que les habitants portent au renforcement et au développement des services et équipements publics.

Concernant le secteur résidentiel, l'item consacré au maintien et au renforcement des CMS arrive très nettement en première position (16,1%). En second, on trouve les deux propositions dédiées à l'accessibilité des équipements sportifs (12,4%) et au développement des équipements culturels de proximité (12%). Les remarques qualitatives permettent de préciser les raisons de ce classement. On retrouve d'une part la revendication, déjà repérée à propos des terrains multisports, de ne plus subir les désagréments

des parties de football « sous les fenêtres ». On trouve par ailleurs l'exigence d'une meilleure coordination (spatiale et temporelle) entre les activités sportives et culturelles proposées aux enfants et les temps scolaires. On trouve enfin la volonté de répondre aux désœuvrement de certains jeunes adolescents, en relation avec le thème de l'accompagnement périscolaire, même si de nombreux répondants précisent que « *la Ville fait déjà beaucoup* ». Le quatrième item concerne la visibilité et l'accessibilité des services publics. Deux équipements sont plus spécialement concernés : la Mairie de quartier (pour sa visibilité) et la Poste (trop exigüe et encombrée pour le Parc Sud, à créer pour le Parc Nord).

Priorités / Services publics	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	138 (1660)	//	528 (1270)	//
maintien et renforcement des CMS	746	16,1%	483	13,9%
développement des équipements culturels de proximité	553	12%	399	11,5%
ouverture Théâtre des Amandiers sur le quartier	488	10,6%	368	10,6%
équipements publics plus visibles et accessibles	536	11,6%	390	11,2%
Développement des équipements publics secteur Seine-Arche	357	7,7%	352	10,1%
équipements petite enfance	510	11%	392	11,3%
résidences seniors	406	8,8%	335	9,6%
animation sociale pour seniors	330	7,1%	293	8,4%
équipements sportifs plus accessibles	573	12,4%	370	10,7%
pas d'avis sur les équipements et services publics	122	2,6%	91	2,6%
Total / réponses	4621	100%	3473	100%

A l'échelle du quartier, c'est également le maintien et le renforcement des CMS qui est plébiscité (13,9%). On voit apparaître au troisième rang la problématique d'un développement des équipements petite enfance à la hauteur des besoins (11,3%), alors que cet item n'apparaît qu'au cinquième rang pour le périmètre résidentiel. Cet exemple montre bien dans quelle mesure les habitants établissent une distinction nette entre ce qui relève de leur immédiate proximité et les services qu'ils envisagent à l'échelle d'un quartier. Enfin, le faible score atteint par les items plus spécialement dédiés aux seniors (résidence et animation) sera étudié lors d'analyses plus complexes afin de vérifier quel type de répondants les a choisis (ou non).

Les priorités pour la vie de quartier

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.629 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 4.121 choix, soit 2,53 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.206 personnes ont répondu à hauteur de 2.918 choix, soit 2,42 par répondant.

Concernant le secteur résidentiel, on trouve en premier l'item sur le renforcement des activités en direction des adolescents et jeunes adultes (16,5%), en parfaite cohérence et complémentarité avec ce qui est observé dans les thèmes précédents (école et formation, services publics). En second, on repère l'exigence d'une meilleure information sur les associations (14,4%), et certainement une information de très grande proximité puisque cet item est plébiscité pour le périmètre résidentiel (et nettement moins à l'échelle du quartier). Enfin, le troisième item est celui dédié aux fêtes et rencontres (13,2%), demande explicite pour une vie sociale et amicale plus féconde.

Priorités / Vie de quartier	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	169 (1629)	//	592 (1206)	//
mieux informé sur associations	594	14,4%	364	12,5%
renforcement instances participatives et implication	235	5,7%	185	6,3%
lieux de rencontre entre les habitants	450	10,9%	324	11,1%
plus informé sur la vie du quartier	468	11,4%	290	9,9%
consulté sur les projets dans le quartier	516	12,5%	353	12,1%
plus de fêtes et de rencontres	546	13,2%	375	12,9%
activités pour les ados et jeunes adultes	682	16,5%	495	17%
services pour les seniors	418	10,1%	382	13,1%
pas d'avis sur la vie de quartier	212	5,1%	150	5,1%
Total / réponses	4121	100%	2918	100%

A l'échelle du quartier, on retrouve en premier le même item sur les activités pour les jeunes (17%). Par contre, on voit apparaître en second les services pour les seniors (13,1%), tels que les aides à domicile ou le portage de repas. Ainsi, si on peut observer peu d'engouement pour les résidences ou les activités pour les seniors (cf. thème précédent), il semble que pour les habitants, le développement de services à domicile pour les anciens constitue un axe prioritaire. On remarque que ce type de services est envisagé à l'échelle du quartier (et non du secteur résidentiel). Enfin, les fêtes et rencontres de quartier (12,9%) constituent également à cette échelle une volonté affirmée des répondants.

Les priorités pour le commerce

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.638 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 4.552 choix, soit 2,78 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.199 personnes ont répondu à hauteur de 3.104 choix, soit 2,59 par répondant.

Concernant le secteur résidentiel, c'est très nettement le maintien et le renforcement du commerce de détail qui arrive en tête (20,6%), puis le développement des moyennes surfaces alimentaires, et plus particulièrement du centre commercial des Fontenelles (14,8%). Le développement des commerces de Seine-Arche atteint un score de 11%. La suite de l'analyse montrera si ces items sont plus spécialement associés à des secteurs résidentiels particuliers. Toutefois, les remarques qualitatives permettent d'ores et déjà d'indiquer que l'absence de commerces de base (boulangerie, pharmacie, etc.) ouverts le week-end dans le secteur de Seine-Arche constitue un réel problème pour les habitants résidant à proximité.

Priorités / Commerce	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	160 (1638)	//	599 (1199)	//
commerce de détail maintenu et renforcé	937	20,6%	562	18,1%
commerces regroupés en petits pôles	360	7,9%	270	8,7%
développement des marchés	463	10,2%	305	9,8%
développement des moyennes surfaces	674	14,8%	433	13,9%
se garer à côté des commerces	671	14,7%	457	14,7%
livraison à domicile	315	6,9%	212	6,8%
accéder facilement aux « 4 Temps »	544	12%	340	11%
Développement commerces Seine-Arche	502	11%	457	14,7%
pas d'avis sur le commerce	86	1,9%	68	2,2%
Total / réponses	4552	100%	3104	100%

A l'échelle du quartier, c'est également le maintien et le renforcement du commerce de détail qui est plébiscité (18,1%). Par contre, on voit apparaître en second l'exigence de pouvoir se garer facilement et en toute sécurité à proximité des commerces (14,7%). De même, le développement des commerces de Seine-Arche apparaît ici au troisième rang (14,7%). En conséquence, si la question du commerce de détail semble se poser quelque soit le périmètre, il n'en va pas de même pour les autres propositions, celle du stationnement est entendue par les habitants comme une problématique de quartier.

Les priorités pour l'activité économique

Pour le périmètre du secteur résidentiel, 1.581 répondants se sont emparés de ce thème et ont exprimé 3.776 choix, soit 2,39 par répondant. A l'échelle du quartier, 1.193 personnes ont répondu à hauteur de 2.921 choix, soit 2,45 par répondant.

Pour les deux périmètres, donc pour une problématique qui transcende les périmètres, on recense trois items qui ont plus particulièrement retenu l'attention des habitants. L'un concerne une ambition, les deux autres des outils pour éventuellement y parvenir.

Priorités / Activité économique	Effectif SECTEUR	Pourcentage SECTEUR	Effectif QUARTIER	Pourcentage QUARTIER
Non réponse (répondants)	217 (1581)	//	605 (1193)	//
réduire écart formations/emplois	683	18,1%	516	17,7%
visites et stages dans les entreprises	763	20,2%	604	20,7%
clauses d'insertion	679	18%	555	19%
entreprises de services aux salariés	478	12,7%	355	12,2%
entreprises soutien aux associations	482	12,8%	406	13,9%
annuaire des entreprises	458	12,1%	352	12,1%
pas d'avis sur l'activité éco	233	6,2%	133	4,6%
Total / réponses	3776	100%	2921	100%

L'ambition consiste à réduire l'écart entre les emplois et les formations (18,1% à l'échelle du secteur et 19% à l'échelle du quartier). Une première piste retenue par les habitants consiste à développer pour les collégiens et les lycéens les visites et les stages dans les entreprises (20,2% et 20,7%). La seconde piste relève davantage de la « discrimination positive » au sens où il s'agirait pour la Ville de favoriser les entreprises mettant en œuvre une clause d'insertion lors de la passation de marchés publics (18% et 19%). Les autres items ont moins retenu l'attention des habitants, même s'il faut noter le score non négligeable de l'item dédié au soutien des associations par les entreprises – mécénat et sponsoring – (12,8% et 13,9%).

Eléments de synthèse

Ce premier niveau d'analyse permet d'ores et déjà de distinguer quelques tendances fortes exprimées par les habitants. Sur le logement, les habitants expriment une volonté claire de diversification des types de logements et une remise à niveau des immeubles existants (façades et parties communes). Ils formulent également une exigence de confort pour l'intérieur de leur logement. En cohérence avec la question du logement, ils souhaitent que leur environnement résidentiel soit de qualité (propre et équipé) et résidentialisé. Parallèlement, l'espace public du Parc André Malraux pourrait être mieux équipé en structures sportives en libre accès et davantage sécurisé. Globalement, la question du stationnement automobile n'est pas réglée, tant dans ses aspects quantitatifs (manque de place) que qualitatifs (qualité et sécurité des parkings, gratuité). Celle de la circulation ne l'est pas non plus : la trop grande vitesse des voitures (et des scooters) est dénoncée, en particulier à proximité des écoles. Pour autant, il n'est pas évident d'affirmer en première analyse que la solution serait forcément et uniquement de nature infrastructurelle. Les habitants affirment également un attachement profond au commerce de détail et aux équipements publics, en particulier ceux dédiés au soin et à la santé. Enfin, une réelle préoccupation est perceptible à propos de la jeunesse du quartier, sur le thème de l'école et de la formation évidemment, mais également sur ceux de la vie de quartier ou de l'activité économique. D'une manière générale, il s'agit d'accompagner les jeunes dans une démarche, plutôt individualisée, de participation et d'intégration sociale. On peut observer que l'école n'est pas la seule institution interpellée : la Ville et d'autres partenaires publics, le monde sportif et associatif, les entreprises, le sont au moins tout autant.

Spécification des caractéristiques des répondants

Le genre en fonction de l'âge²

On observe que les répondantes de la tranche d'âge 30-39 ans sont sur-représentées (tandis que les hommes sont sous-représentés). A contrario, les jeunes répondants (moins de 20 ans) sont plutôt des messieurs. C'est d'ailleurs la seule tranche d'âge où les hommes sont plus nombreux que les femmes. L'ensemble des répondants est donc assez nettement de sexe féminin, à l'exception des jeunes, où on observe une situation inverse.

Effectifs	femme	homme	Total
moins de 20 ans	121	123	244
20-29 ans	174	104	278
30-39 ans	215	114	329
40-59 ans	413	277	690
60 ans et plus	140	92	232
Total	1063	710	1773

Ecart	femme	homme
moins de 20 ans	-25	25
20-29 ans	7	-7
30-39 ans	18	-18
40-59 ans	-1	1
60 ans et plus	1	-1

La catégorie socio-économique et le genre

Sur les catégories d'actifs non-salariés (dont les effectifs sont modestes), les hommes sont très nettement sur-représentés. Le phénomène est classique et connu et, en outre, cette répartition influe peu sur l'ensemble des répondants (16+26+7 = 49 cas, sur 1798). Concernant les cadres, une sur-représentation relative des hommes est perceptible : sur 282 cadres moyens et supérieurs, 148 sont des femmes et 134 sont des hommes, alors que l'on devrait en théorie³ compter 170 femmes et 112 hommes. Pour les employés (catégorie de répondants la plus nombreuse, avec un effectif de 628 personnes), la sur-représentation est cette fois nettement féminine

² Précision pour la lecture des tableaux : Le premier tableau (effectifs) présente les effectifs observés par catégorie (ex : 121 femmes âgées de moins de 20 ans). Le second tableau indique l'écart (en nombre d'individus) entre la situation observée et une situation théorique où les deux variables seraient indépendantes. Une case de couleur bleue indique une sous-représentation de la catégorie concernée. Plus la couleur est intense, plus la sous-représentation est importante. A contrario, une case de couleur verte indique une sur-représentation (idem pour l'intensité).

³ C'est à dire compte tenu de l'ensemble des répondants et de leur genre. Cela n'empêche pas que les femmes soit en effectif plus nombreuses que les hommes. Sans relation déterminée entre le genre et la CSP, elles l'auraient été plus encore.

(+44 par rapport à l'effectif théorique). Du coup, les employées sont deux fois plus nombreuses que les employés parmi les répondants. L'effectif ouvrier est modeste et il est principalement masculin (55 hommes et 13 femmes). Comme pour les cadres, le déterminisme socio-professionnel joue à plein : les ouvriers hommes sont nettement sur-représentés. C'est l'inverse pour les femmes au foyer, plus nombreuses et quasi hégémoniques au sein de cette catégorie. Au final, nous sommes en présence d'un panel de répondants composé principalement d'employés, d'étudiants, de cadres moyens et de retraités. Mais à l'intérieur de ce grand schéma, des nuances apparaissent : les femmes sont plutôt employées ou femmes au foyer. Les hommes sont plutôt cadres (moyens et supérieurs), professions non-salariées ou ouvriers.

Effectifs	étudiant	artisan-commerçant	profession libérale	chef d'entreprise	cadre supérieur	cadre moyen	employé	ouvrier	femme au foyer	chômeur	retraité	Total
femme	165	3	9	1	34	114	423	13	80	63	130	1035
homme	124	13	17	6	39	95	205	55	5	44	78	681
Total	289	16	26	7	73	209	628	68	85	107	208	1716

Ecart	étudiant	artisan-commerçant	profession libérale	chef d'entreprise	cadre supérieur	cadre moyen	employé	ouvrier	femme au foyer	chômeur	retraité
femme	-9	-7	-7	-3	-10	-12	44	-28	29	-2	5
homme	9	7	7	3	10	12	-44	28	-29	2	-5

La catégorie socio-économique en fonction de l'âge

Assez logiquement, on observe une relation tout à fait privilégiée entre, d'une part, la catégorie des étudiants et la tranche d'âge des moins de 20 ans, et d'autre part, celle des retraités et les plus de 60 ans. Les cadres (moyens et supérieurs) appartiennent assez nettement à la tranche d'âge des 40-59 ans, tout comme les employés, même si l'on doit constater dans ce cas une sur-représentation sensible des employés parmi les 30-39 ans. Les ouvriers sont pour leur part nettement associés à la tranche 40-59 ans. L'effectif de femmes au foyer est le plus important parmi les 40-59 ans mais il existe une sur-représentation significative au sein de la tranche 30-39 ans. Enfin, les chômeurs sont associés à la tranche des 20-29 ans. Au final, les étudiants sont jeunes et les retraités anciens. Les cadres et les ouvriers sont plutôt associés à la tranche d'âge des 40-59 ans. Les employés et les femmes au foyer sont plutôt associés à la tranche 30-39 ans et les chômeurs à celle des 20-29 ans.

Effectifs	étudiant	artisan-commerçant	profession libérale	chef d'entreprise	cadre supérieur	cadre moyen	employé	ouvrier	femme au foyer	chômeur	retraité	Total
moins de 20 ans	223				1		9	1	1	4		239
20-29 ans	64		2		8	35	106	13	16	24		268
30-39 ans	1	6	4	3	20	53	174	10	30	18		319
40-59 ans	2	9	16	3	42	116	331	42	33	48	23	665
60 ans et plus		1	4	1	2	5	13	2	5	12	187	232
Total	290	16	26	7	73	209	633	68	85	106	210	1723

Ecart	étudiant	artisan-commerçant	profession libérale	chef d'entreprise	cadre supérieur	cadre moyen	employé	ouvrier	femme au foyer	chômeur	retraité
moins de 20 ans	183	-2	-3		-9	-29	-79	-8	-11	-11	-29
20-29 ans	19	-2	-2	-1	-3	2	8	2	3	8	-33
30-39 ans	-53	3		1	6	14	57	-3	14	-2	-39
40-59 ans	-110	3	6		14	35	87	16		7	-58
60 ans et plus	-39	-1			-8	-23	-72	-7	-6	-2	159

L'ancienneté de résidence dans le logement en fonction de l'âge

On étudie maintenant l'ancienneté dans le logement en fonction de l'âge. On remarque que ceux qui vivent depuis plus de 10 ans dans leur logement sont le plus souvent des anciens : la sur-représentation entre « plus de 10 ans » (logement) et « plus de 60 ans » (âge) est très importante. Elle l'est également pour la tranche d'âge des 40-59 ans. Par contre, les jeunes adultes, en particulier les 20-29 ans mais également les 30-39 ans sont étroitement associés aux faibles durées de résidence (« moins de deux ans » et « deux à cinq ans »). Au final, on peut affirmer que plus un répondant est âgé, plus il a de chances d'habiter dans son logement depuis longtemps.

Effectifs	moins de deux ans	deux à cinq ans	cinq à dix ans	plus de dix ans	Total
moins de 20 ans	29	43	63	103	238
20-29 ans	76	78	48	72	274
30-39 ans	58	107	108	56	329
40-59 ans	42	101	191	355	689
60 ans et plus	5	12	27	188	232
Total	210	341	437	774	1762

Ecart	moins de deux ans	deux à cinq ans	cinq à dix ans	plus de dix ans
moins de 20 ans	1	-3	4	-2
20-29 ans	43	25	-20	-48
30-39 ans	19	43	26	-89
40-59 ans	-40	-32	20	52
60 ans et plus	-23	-33	-31	86

Statut d'occupation et secteur d'habitation

Il semble important de pouvoir repérer les répondants en fonction de leur statut d'occupation du logement. Trois secteurs concentrent particulièrement les locataires HLM : les Tours Aillaud, les Fontenelles et, dans une moindre mesure, Champ aux Melles (Parc Sud). Les locataires du secteur libre résident principalement et de façon préférentielle à Vallona, Liberté et Parc Nord (Parc Nord). Enfin, les propriétaires sont essentiellement résidents de Central Parc, dans une moindre mesure du secteur Liberté.

Effectifs	Vallona	Liberté	Parc Nord	Central Parc	MH7 (Egalité)	MH1 (Fraternité)	Tours Aillaud	Les Fontenelles	Champ aux Melles	Carriers	Fon-taines	Champs Pierreux	La Colombe	La Chapelle	Etang	Parc Sud	Greuze	Total
locataire HLM	30	48	112	28	50	59	293	244	158	63	24	52	16	27	42	12	26	1284
locataire secteur libre	49	22	25	16		1	6	5	3	1		3	2	4	7	4	1	149
propriétaire	12	36	3	109	1	1		3		2				1				168
autre	13	9	6	1	3	4	16	10	6	4		2	1	2	4	1	1	83
Total	104	115	146	154	54	65	315	262	167	70	24	57	19	34	53	17	28	1684

Ecart	Vallona	Liberté	Parc Nord	Central Parc	MH7 (Egalité)	MH1 (Fraternité)	Tours Aillaud	Les Fontenelles	Champ aux Melles	Carriers	Fon-taines	Champs Pierreux	La Colombe	La Chapelle	Etang	Parc Sud	Greuze
locataire HLM	-49	-40	1	-89	9	9	53	44	31	10	6	9	2	1	2	-1	5
locataire secteur libre	40	12	12	2	-4	-5	-22	-18	-12	-5	-2	-2			2	2	-1
propriétaire	2	25	-12	94	-4	-5	-31	-23	-17	-5	-2	-6	-1	-2	-5	-1	-2
autre	8	3	-1	-7				-3	-2		-1				1		

Statut d'occupation en fonction de l'âge

Ce croisement nous apprend que les jeunes répondants (moins de 20 ans) résident de façon tout à fait préférentielle dans un logement de type HLM, certainement celui de leurs parents d'ailleurs. Par opposition, les propriétaires sont assez nettement des adultes mûrs (40-59 ans) et des seniors. Inversement, les propriétaires sont sous-représentés parmi les tranches d'âge jeunes (« moins de 20 ans » et « 20 à 29 ans »). On remarque par ailleurs que le statut « autre », c'est à dire les répondants qui sont soit hébergés, soit en foyer, le plus souvent donc en situation résidentielle précaire sont plutôt âgés de 20 à 29 ans. C'est également cette tranche d'âge qui se trouve plus spécialement associée au statut de chômeur. Précarité économique et résidentielle semblent donc se combiner.

Effectifs	locataire HLM	locataire secteur libre	propriétaire	autre	Total
moins de 20 ans	204	10	12	11	237
20-29 ans	199	32	13	31	275
30-39 ans	242	39	29	19	329
40-59 ans	513	60	85	22	680
60 ans et plus	176	13	33	11	233
Total	1334	154	172	94	1754

Ecarts	locataire HLM	locataire secteur libre	propriétaire	autre
moins de 20 ans	24	-11	-11	-2
20-29 ans	-10	8	-14	16
30-39 ans	-8	10	-3	1
40-59 ans	-4		18	-14
60 ans et plus	-1	-7	10	-1

Secteur d'habitation et projet résidentiel

On a vu précédemment qu'une majorité de répondants souhaite rester dans son logement. Mais cela ne vaut pas de la même façon pour tous les secteurs d'habitation. Ainsi, deux secteurs (Liberté et Central Parc) se distinguent par une très nette sur-représentation de celles et ceux qui souhaitent rester dans leur logement. A l'inverse, les habitants des Tours Aillaud souhaitent moins que prévu rester dans leur logement. Et, s'ils souhaitent malgré tout rester à Nanterre, ils désirent non seulement changer de logement, mais également de quartier. On remarque enfin que Vallona et, bien que jouant sur des effectifs beaucoup plus modestes, Fontaines, sont les deux seuls secteurs où les répondants qui souhaitent quitter Nanterre sont sur-représentés.

Effectifs	Vallona	Liberté	Parc Nord	Central Parc	MH7 (Egalité)	MH1 (Fraternité)	Tours Aillaud	Les Fontenelles	Champ aux Melles	Carriers	Fontaines	Champs Pierreux	La Colombe	La Chapelle	Etang	Parc Sud	Greuze	Total
rester dans mon logement	53	75	80	108	28	34	129	133	91	41	9	26	4	15	28	11	18	883
changer logement et rester quartier	14	20	31	15	9	14	62	33	24	12	5	14	7	12	6	2	4	284
changer de logement et autre quartier	11	6	12	5	5	8	72	49	35	14	2	7	5	2	8	2	3	246
changer de logement et quitter Nanterre	25	13	21	26	11	10	47	37	17	3	8	10	2	5	13	2	3	253
Total	103	114	144	154	53	66	310	252	167	70	24	57	18	34	55	17	28	1666

Ecarts	Vallona	Liberté	Parc Nord	Central Parc	MH7 (Egalité)	MH1 (Fraternité)	Tours Aillaud	Les Fontenelles	Champ aux Melles	Carriers	Fontaines	Champs Pierreux	La Colombe	La Chapelle	Etang	Parc Sud	Greuze
rester dans mon logement	-2	15	4	26		-1	-35	-1	2	4	-4	-4	-6	-3	-1	2	3
changer logement et rester quartier	-4	1	6	-11		3	9	-10	-4			4	3	6	-3		
changer de logement et autre quartier	-4	-11	-9	-18	-3	-2	26	12	10	4	-1	-1	2	-3			-1
changer de logement et quitter Nanterre	9	-4	-1	3	3			-1	-8	-8	4	1			5		-1

Projet résidentiel en fonction de l'âge

C'est dans le choix de « rester dans son logement » que se manifestent le plus les attractions et/ou répulsions en fonction de l'âge. En effet, les jeunes (moins de 20 ans) et les seniors (plus de 60 ans) sont les plus attachés à leur lieu de vie et souhaitent y rester. A contrario, les 20-29 ans et les 30-39 ans sont ceux qui souhaitent le plus le quitter. Pour les 20-29 ans, cette exigence a certainement à voir avec une volonté de décohabitation. Pour les 30-39 ans, il s'agit plutôt de quitter son logement pour vivre dans un autre quartier de la ville (sans pour autant souhaiter réellement la quitter).

Effectifs	rester dans mon logement	changer de logement mais rester dans le quartier	changer de logement et autre quartier de Nanterre	changer de logement et quitter Nanterre	Total
moins de 20 ans	149	53	16	23	241
20-29 ans	123	56	45	50	274
30-39 ans	124	71	68	58	321
40-59 ans	366	100	109	99	674
60 ans et plus	160	13	20	30	223
Total	922	293	258	260	1733

Ecart	rester dans mon logement	changer de logement mais rester dans le quartier	changer de logement et autre quartier de Nanterre	changer de logement et quitter Nanterre
moins de 20 ans	21	12	-20	-13
20-29 ans	-23	10	4	9
30-39 ans	-47	17	20	10
40-59 ans	7	-14	9	-2
60 ans et plus	41	-25	-13	-3

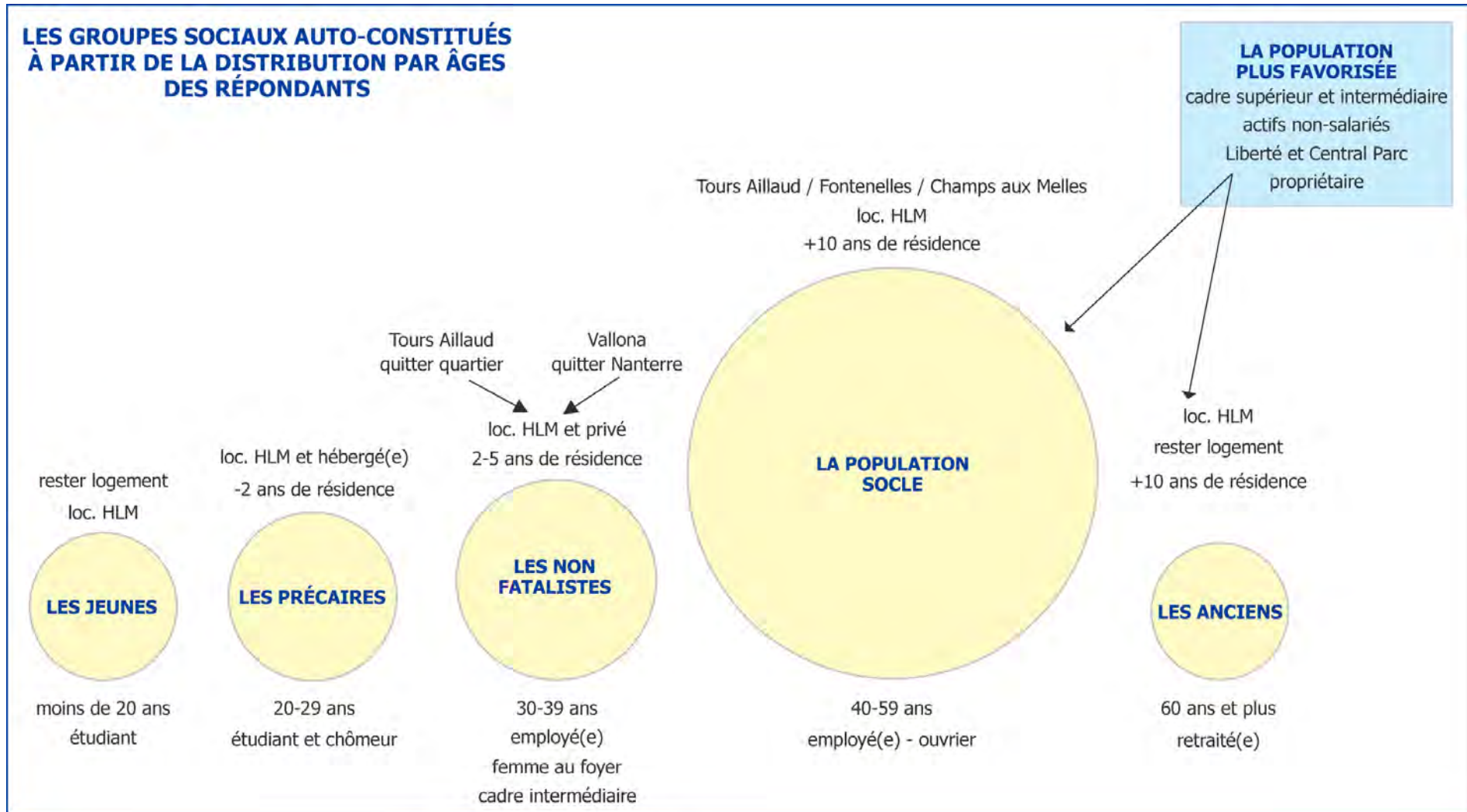
Éléments de synthèse

Il ressort de cette analyse une configuration de la population des répondants relativement classique. La détermination des groupes sociaux auto-constitués⁴ est assez simple. Parmi l'ensemble des questions identitaires, c'est celle de l'âge qui permet le mieux de résumer les profils groupaux.

Le schéma ci-dessous représente les groupes auto-constitués en fonction des tranches d'âge⁵. LES JEUNES, sont âgés de moins de 20 ans et sont étudiants. Ils habitent en logement HLM (celui de leurs parents) et souhaitent y rester. LES PRÉCAIRES, sont âgés de 20 à 29 ans. Beaucoup sont encore étudiants et résident en HLM. Mais c'est dans ce groupe que l'on rencontre le plus de chômeurs, de personnes « hébergées », c'est à dire sans statut résidentiel bien défini, et qui habitent depuis peu de temps dans le quartier. LES NON FATALISTES sont les jeunes adultes de 30 à 39 ans. Ils sont plutôt employés, cadres intermédiaires ou femme au foyer. Locataires HLM ou du secteur libre, ils envisagent l'avenir de façon dynamique, certains en quittant le quartier ou carrément la ville (en particulier les résidents des secteurs Vallona et Tours Aillaud). LA POPULATION SOCLE est constituée des adultes de 40 à 59 ans. Populaire et laborieuse, elle réside en HLM depuis fort longtemps, principalement dans les secteurs Tours Aillaud, Fontenelles et Champs aux Melles. LES ANCIENS, à partir de 60 ans, sont principalement retraités. Ils habitent leur logement, le plus souvent social, depuis plus de dix ans et souhaitent y rester. Enfin, on distingue une POPULATION PLUS FAVORISÉE au sein des 40-59 ans et des +60 ans. Composée de cadres supérieurs, de professions libérales ou de chefs d'entreprises, elle reste principalement active (pas de retraités). Ces répondants sont la plupart du temps propriétaires de leur logement et se concentrent dans les secteurs Liberté et Central Parc.

⁴ Cela signifie que les individus, chacun doté d'un profil particulier et sans connaissance préalable du profil des autres, s'inscrivent à l'intérieur de groupes sociaux en fonction de leurs caractéristiques.

⁵ La taille des cercles est proportionnelle au nombre de répondants par tranche d'âge.



Analyse des réponses au questionnaire en fonction des groupes sociaux auto-constitués

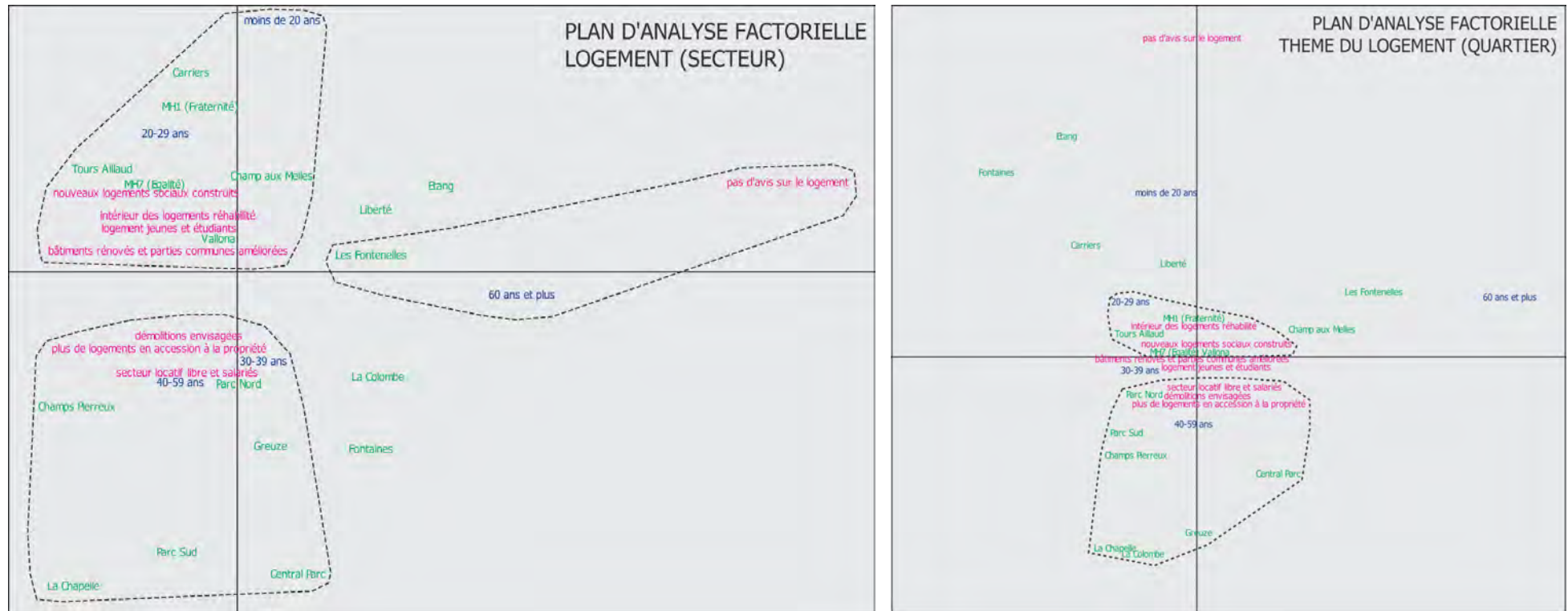
Il s'agit désormais d'approfondir l'analyse descriptive réalisée précédemment à partir des sous-populations de répondants mises en évidence. L'ambition est de mieux répondre à la question « Qui répond quoi ? » et, éventuellement, d'explorer des pistes explicatives. La technique statistique mobilisée est celle de l'Analyse Factorielle des Correspondances (AFC).

Il s'agit en premier de ne pas sélectionner l'ensemble des variables identitaires avec les réponses à un thème car, dans ce cas, la relation entre certaines variables identitaires fortement corrélées entre elles (par exemple, l'âge et la CSP, avec des relations telles que jeune-étudiant ou ancien-retraité) masquerait la relation entre le thème et les individus. Le travail précédent permet justement de sélectionner la ou les variables identitaires qui « résume(nt) » le mieux la population et de la (les) croiser avec chaque thème. Nous retenons deux variables identitaires comme base des AFC : la tranche d'âge et le secteur de résidence. Nous avons vu que la tranche d'âge permettait de bien décrire les groupes sociaux auto-constitués, à l'exception de « la population plus favorisée », que l'on peut par contre facilement distinguer grâce au statut résidentiel dominant de « propriétaire ». Comme nous avons également montré que le secteur d'habitation permettait facilement de repérer ce statut (en fait, les secteurs Central Parc et Liberté), nous le retenons comme seconde variable de base. En outre, la question identitaire sur le secteur résidentiel comprend 17 réponses possibles. Il apparaît donc pertinent de l'intégrer en tant que variable de base afin d'apporter des éléments de précision complémentaires à l'intérieur même de l'ensemble des secteurs résidentiels (notamment HLM).

Afin de faciliter la lecture des AFC, nous les présentons sous la forme de plans factoriels, pour chaque thème et pour chaque type de périmètre à l'intérieur du thème.

Le logement : priorités pour le secteur résidentiel

La première relation associe les « anciens », résidant surtout aux Fontenelles, qui ont coché l'item « pas d'avis sur le logement », sachant que ce dernier est révélateur d'un satisfecit global (il s'agit de « pas d'avis » au sens de « tout va bien »).



Les jeunes (moins de 20 ans) et les jeunes adultes (20-29 ans) sont très sensibles à la question de l'amélioration des logements existants, tant à propos de l'intérieur des logements qu'à celui des parties communes et aspects extérieurs. Cela concerne en particulier les secteurs résidentiels des Tours Aillaud et Champs aux Melles, ainsi que Vallona, Carriers, MH1 et MH7. Notons qu'ils sont également très favorables à la construction de nouveaux logements sociaux et à celle de logements pour les jeunes et les étudiants (de façon logique, puisque c'est dans ces tranches d'âge que l'on repère les « précaires »).

Les adultes, 30-39 ans mais encore plus les 40-59 ans, sont assez nettement associés aux propositions qui sont axées sur une diversification de l'habitat : développement du logement en accession à la propriété et du secteur locatif libre, mais également démolition éventuelle de logements. On distingue ici deux types de répondants, les « non fatalistes » (qui verraient ainsi dans la diversification une opportunité de trajectoire résidentielle) et les « socialement plus favorisés » (qui verraient dans une amélioration qualitative du quartier

une possible plus-value pour leur propre bien immobilier). Les secteurs résidentiels les plus favorables à cette hypothèse de développement sont les Champs pierreux, La Chapelle et surtout Parc Nord.

Le logement : priorités pour l'ensemble du quartier

Les relations entre les répondants et le thème du logement sont de même nature à l'échelle du quartier que celles observées à l'échelle du secteur résidentiel. Toutefois, des nuances apparaissent. Ainsi, la rénovation de l'intérieur des logements n'est plus associée qu'à quatre secteurs : Tours Aillaud, Vallona, MH1 et MH7. C'est donc dans ces ensembles résidentiels que cette question se pose avec le plus d'acuité.

La diversification de l'habitat, c'est à dire le développement du secteur locatif libre, de l'accession à la propriété, la possibilité de démolitions éventuelles reste associée à l'échelle du quartier aux jeunes adultes « non fatalistes » (30-39 ans) et aux adultes mûrs (40-59 ans). De même, les secteurs résidentiels les plus favorables à cette diversification sont les mêmes que ceux recensés précédemment. Leur localisation dans le plan factoriel (plus grande proximité géométrique par rapport aux items dédiés à la diversification) montre toutefois que cette volonté est plus forte lorsqu'elle exprimée en fonction de l'échelle « quartier ».

En outre, et pour conclure sur ce thème du logement, on remarque que tous les secteurs où s'affirme une exigence de diversification de l'habitat sont localisés en bordure du parc André Malraux⁶ : Parc Nord et Central Parc ; Greuze, Parc Sud, La Chapelle, La Colombe. Il en va de même pour les secteurs où l'intervention sur les aspects extérieurs et les parties communes, de même que celle relative à l'intérieur des appartements (Vallona, MH7, MH1, Tours Aillaud). On peut finalement conclure que la problématique du logement et de l'habitat se cristallise autour d'un espace qui pour sa part n'est pas un espace résidentiel. Les enjeux résidentiels s'affirment autour du parc André Malraux. La rénovation des logements, la réhabilitation des bâtiments, la diversification de l'habitat, l'accession à la propriété, toutes ces questions « encerclent » le parc. De façon contre-intuitive, c'est lorsque l'on a « fenêtre sur parc »

⁶ A l'exception des « Champs Pierreux ».

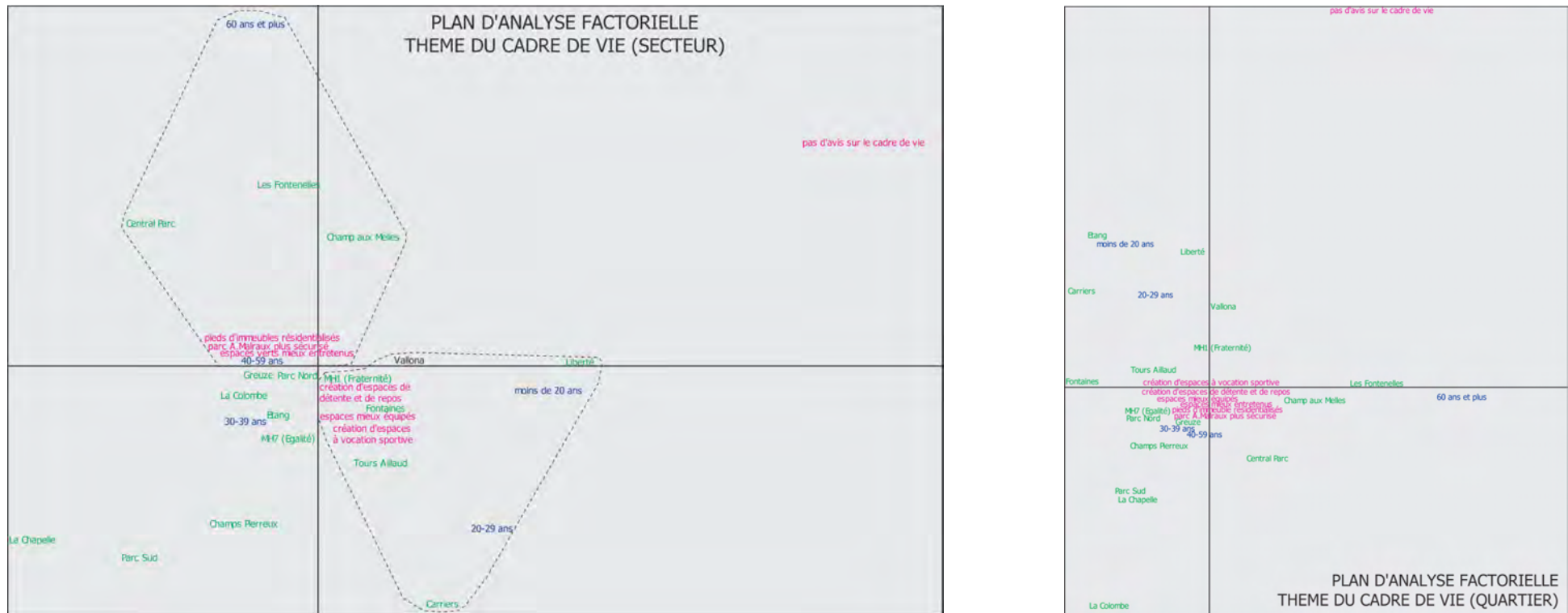
que la question du logement et de sa qualité se pose avec force. Prendre en compte le point de vue des habitants dans un projet de développement et/ou de rénovation de l'habitat dans le quartier devra intégrer cette dimension : Ce n'est ni autour de La Défense, ni autour de Seine-Arche que s'articule la problématique du logement, c'est autour du parc André Malraux.

Le cadre de vie : priorités pour le secteur résidentiel

Les jeunes (moins de 20 ans) et les 20-29 ans retiennent les propositions dédiées à l'équipement et à la spécification d'espaces particuliers : la création d'espaces de détente et de repos, la création de terrains multisports, un meilleur équipement (corbeilles, bancs, jeux pour enfants) des espaces déjà existants. On distingue ici une volonté d'équipement pour eux-mêmes (des terrains de sport pour les jeunes), mais pas seulement, pas uniquement⁷. Il est possible d'affirmer que ces jeunes réclament aussi de meilleurs équipements pour tous les habitants. Plusieurs secteurs résidentiels sont plus spécialement concernés par ce type d'exigences : Vallona et Liberté, MH1 et Tours Aillaud, Carriers.

Un autre groupe se distingue nettement. Il s'agit des 40-59 ans et des plus de 60 ans. On pourrait les rebaptiser le groupe de ceux qui ont conscience d'acquiescer des charges (locatives, de copropriété, taxe d'habitation ou foncière) et sont en mesure d'apprécier le niveau de service qu'ils obtiennent en retour. Ils sont étroitement associés à l'item « des espaces extérieurs mieux entretenus : tonte de la pelouse, ramassage des déchets, nettoyage des parkings... ». C'est également ce groupe de répondants qui est le plus attaché à la sécurisation du quartier, soit par la résidentialisation des ensembles résidentiels, soit par le renforcement de la sécurité au niveau du parc André Malraux (clôtures, gardiennage). Les secteurs résidentiels concernés sont plutôt Central Parc d'une part (donc plutôt des propriétaires), Fontenelles et Champs aux Melles d'autre part (donc plutôt des anciens).

⁷ sauf à supposer que les jeunes soient devenus des inconditionnels des bancs, des jeux pour enfants, des espaces de détente et de repos !!!



Le cadre de vie : priorités pour le quartier

Force est de constater en observant le plan factoriel qu'à l'échelle du quartier, le seul item qui se distingue réellement est celui consacré au fait de ne pas avoir d'avis sur le cadre de vie. Toutes les autres propositions sont extrêmement concentrées à l'intersection des axes⁸. Autrement dit, elles ne sont pas discriminantes et ce sont les variables identitaires qui structurent et organisent les relations. Cela signifie que les enjeux liés au cadre de vie sont pour les habitants extrêmement associés à leur environnement immédiat. Il s'agit plus pour eux de LEUR cadre de vie que du cadre de vie général à l'échelle du quartier.

⁸ De plus, elles se distribuent par rapport à l'axe des ordonnées (y), donc celui des deux qui supporte le moins d'information.

Malgré cela, les répondants restent parfaitement cohérents par rapport aux réponses enregistrées à l'échelle du secteur. On retrouve bien une logique où les jeunes (moins de 20 ans) et les jeunes adultes (20-29 ans) choisissent plutôt la création d'espaces à vocation sportive. De même, les adultes mûrs (40-59 ans) sont plus sensibles à la résidentialisation et à la sécurisation du parc André Malraux. L'information nouvelle vient du fait que les adultes « non fatalistes » (30-39 ans) sélectionnent également plutôt ces réponses à l'échelle du quartier, alors qu'ils ne le faisaient pas à celle du secteur résidentiel. Ce choix cadre parfaitement avec le fait qu'ils ne considèrent pas leur secteur résidentiel comme définitif mais comme transitoire. Ils s'imaginent aisément comme mobiles, sujets à migration résidentielle et, le cas échéant, à l'intérieur même du quartier du Parc. Dans cette perspective, un quartier plus sûr constitue pour eux un atout supplémentaire pour leur « projet de vie ».

Bien que de façon implicite ou indirecte, la problématique de l'insécurité est fortement représentée dans les propositions de réponses à ce thème (sécurisation du parc, résidentialisation). Celles et ceux qui se sont emparés de ces propositions correspondent à des profils sociologiques relativement classiques, sinon caricaturaux : les propriétaires immobiliers (soucieux de la sécurité de leur bien) et les anciens (un peu effrayés par la vie « moderne » et un peu nostalgiques du passé). Mais le futur et le projet du quartier se construiront plutôt avec (et pour) les jeunes adultes qui ont (encore) l'ambition d'un avenir meilleur. Et pour eux aussi, cet avenir s'envisage avec davantage de sécurité, non pas comme socle de leur ambition, mais plutôt comme condition. Les premiers exigent plus de sécurité dans le souci de préserver, les seconds la souhaitent dans le souci de développer.

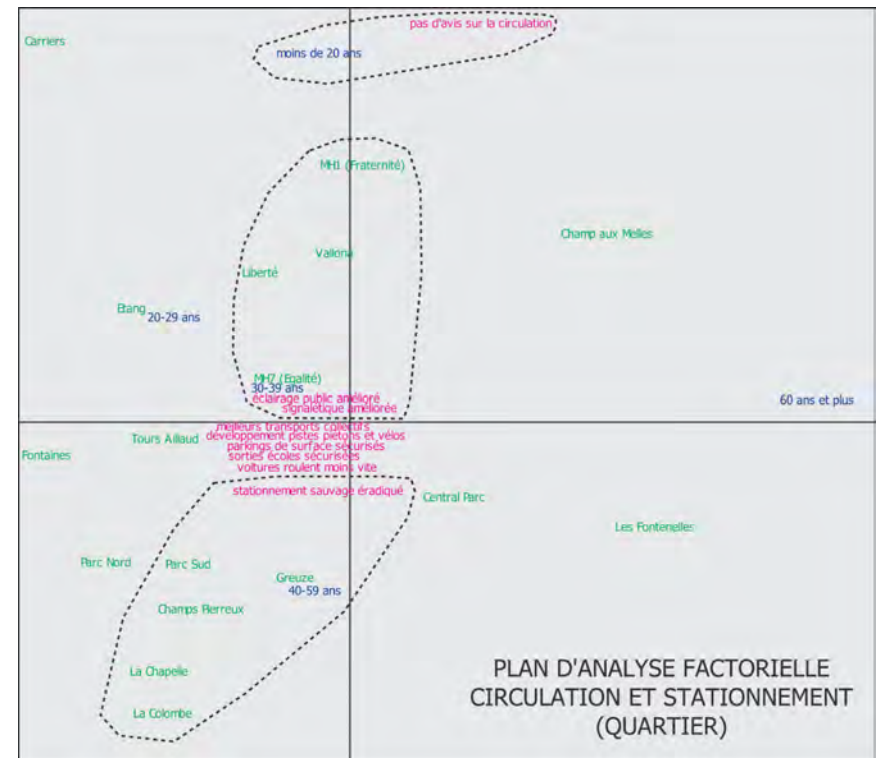
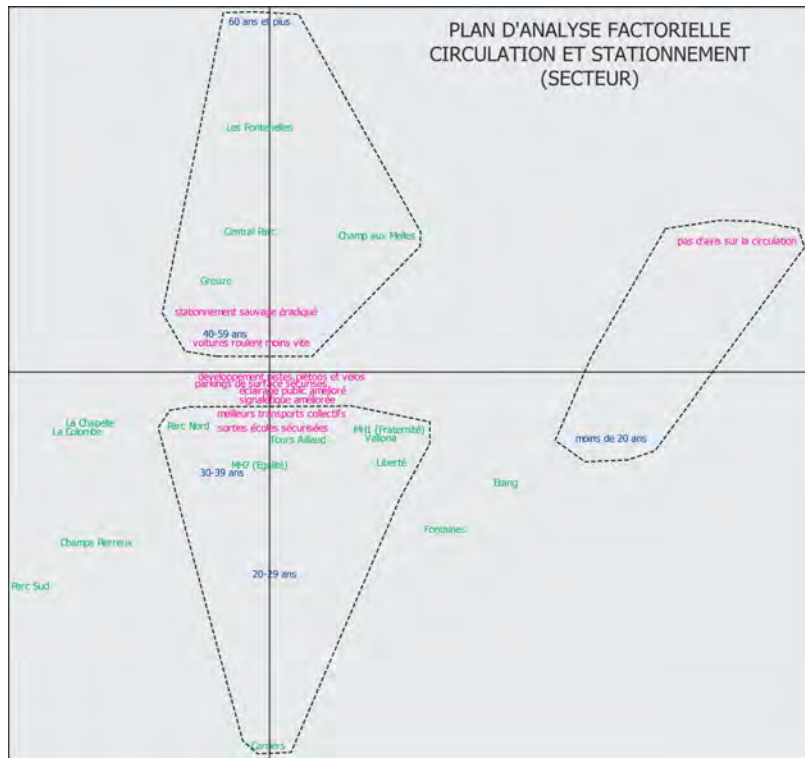
Dans un contexte global où la notion de cadre de vie est très étroitement liée à l'environnement immédiat des répondants, on retient que les jeunes et jeunes adultes (20-29 ans) souhaitent que le secteur où ils habitent soit mieux équipé, pour eux-mêmes mais également pour les autres. Les adultes mûrs et les anciens sont quant à eux plus sensibles à la question de l'entretien des espaces extérieurs et, le cas échéant, à leur sécurisation. Enfin, les trentenaires adoptent une posture plus projective en envisageant déjà leur cadre de vie du futur.

La circulation et le stationnement : priorités pour le secteur

Les jeunes de moins de 20 ans se distinguent par le fait qu'ils n'expriment « pas d'avis sur la circulation et le stationnement ». Cela est assez logique dans la mesure où une bonne part d'entre eux ne sont pas (encore) confrontés au soucis liés à l'automobile, puisqu'ils ne sont pas (souvent) majeurs et/ou véhiculés. Comme par ailleurs la plupart ne sont pas encore parents, la sécurisation des sorties d'école ne leur évoque pas grand chose. On remarque qu'ils ne réclament pas spécialement de meilleurs transports collectifs. Cela signifie que l'offre actuelle est relativement bien adaptée à leurs pratiques.

Les « précaires » (20-29 ans) et les « non-fatalistes » (30-39 ans) sont étroitement associés à deux propositions : la sécurisation des sorties d'école et équipements fréquentés par les enfants d'une part, l'amélioration des transports collectifs (plus de proximité et de fréquence) d'autre part. C'est dans ces tranches d'âge que l'on rencontre forcément le plus de parents ayant des enfants en âge scolaire. Ils sont donc particulièrement sensibles à la question de l'(in)sécurité routière. Par ailleurs, c'est également dans ces tranches d'âge que l'on rencontre le plus de jeunes actifs et/ou chômeurs, pas forcément équipés en automobile. Pour eux, la question des transports collectifs est donc très importante, soit pour aller au travail, soit pour en chercher un. L'analyse qualitative a montré que la desserte RER est en général considérée comme de bonne qualité. Le principal problème pointé réside dans la relation entre le domicile et le RER, c'est à dire la desserte en autobus. Les répondants du secteur Carriers sont plus particulièrement sensibles à cet aspect.

Le troisième groupe est constitué de la « population socle », des « anciens » et des « socialement plus favorisés », c'est à dire les répondants des tranches d'âge 40-59 ans et +60 ans. Ils ont choisi de façon préférentielle deux propositions : limiter la vitesse des voitures et supprimer le stationnement sauvage. Ici aussi, l'explication est logique. C'est dans ces tranches d'âge que l'on observe sans doute le plus fort taux d'équipement automobile, donc sans doute le plus grand nombre d'individus soumis aux contraintes du stationnement (souvent considéré par les habitants comme insuffisant en capacité). C'est également dans ce groupe (plutôt les anciens) que l'on rencontre le plus de personnes sensibles au problème de la vitesse des voitures (et des deux roues motorisés, comme on l'a précisé précédemment).



La circulation et le stationnement : priorités pour le quartier

A l'échelle du quartier, on retrouve la relation entre les jeunes de moins de 20 ans et l'absence d'avis sur la question. Par contre, les 20-29 ans ne sont reliés à aucune proposition particulière à cette échelle.

Les « non fatalistes » (30-39 ans) expriment à l'échelle du quartier des revendications différentes de celles enregistrées pour le secteur d'habitation. En effet, ils sont cette fois nettement associés aux items relatifs à l'amélioration de l'éclairage public et à celle de la signalétique. On remarque que les secteurs où cette relation s'affirme le plus sont tous situés dans la partie nord du quartier du Parc (MH1 et MH7, Liberté et Vallona).

Les adultes mûrs (40-59 ans) sélectionnent à cette échelle l'item dédié à l'éradication du stationnement sauvage. Compte tenu des secteurs où cette relation s'exprime avec force (Parc Sud, Greuze, Champs Pierreux, La Chapelle, La Colombe), il est quasiment possible de déterminer l'axe où cette question se pose avec le plus d'acuité : il s'agit de l'avenue Pablo Picasso, entre la Place de la Colombe et l'intersection entre l'avenue Picasso et l'avenue de la Liberté. Faut-il voir dans cette localisation préférentielle une relation de cause à effet avec le stationnement payant par horodateur ?

Au final, on retient que les problèmes de circulation et de stationnement ne concernent guère les jeunes du quartier. A contrario, les jeunes adultes actifs y sont très sensibles. Circuler facilement, notamment en transports collectifs, constitue pour eux une réelle exigence (et d'autant plus s'ils sont à la recherche d'un emploi). La (trop) grande vitesse des voitures constitue un problème pour deux catégories d'habitants : les parents de jeunes enfants et les anciens. Enfin, les adultes mûrs, plus établis et mieux équipés en automobiles, en ont « *marre de tourner en rond pour trouver une place* »⁹ lorsqu'ils rentrent chez eux : quantité et gratuité du stationnement sont deux aspects essentiels à leurs yeux, en particulier le long de l'avenue Picasso.

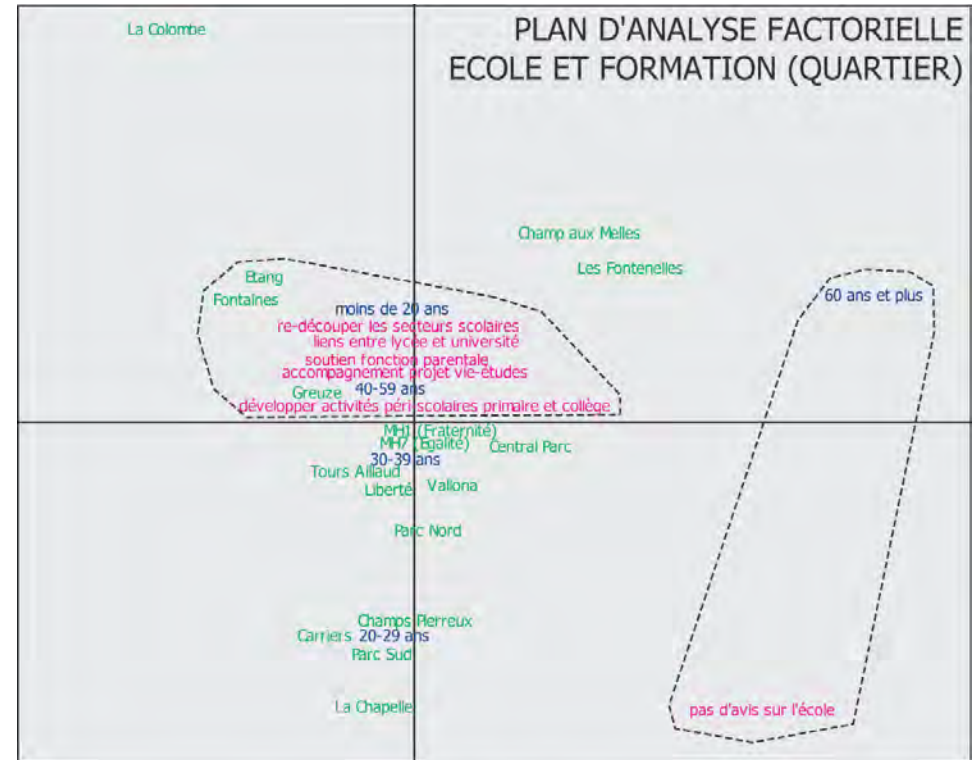
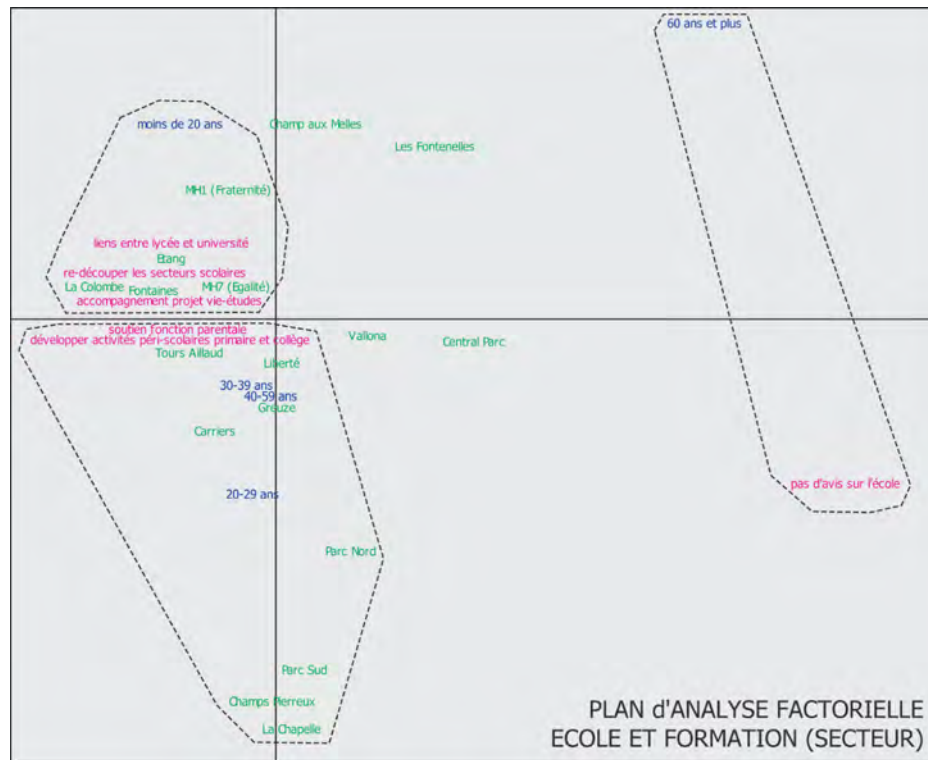
L'école et la formation : priorités pour le secteur

Les analyses précédentes avaient permis de repérer que les anciens étaient peu attachés aux enjeux de ce thème. On le retrouve logiquement ici avec le fait qu'ils soient associés à l'item « pas d'avis sur la question ». Les autres résultats sont nettement moins « logiques » et plus riches d'enseignements.

En effet, on remarque que la proposition « d'accompagner les écoliers et les collégiens dans leur projet de vie et d'études » est localisée dans le plan factoriel à proximité de l'axe horizontal (un peu au dessus), et n'est donc pas spécialement associée à une tranche d'âge (sinon un peu plus aux jeunes qu'aux autres). Par ailleurs, cette proposition est de type générique, sans « solution » opératoire

⁹ Citation issue des remarques qualitatives.

dans son contenu. Or, il est très intéressant d'observer que les répondants, en fonction de leur âge, ont donné un contenu explicite à cette notion d'accompagnement, grâce aux autres propositions de réponse.



D'une part, les jeunes de moins de 20 ans, donc les plus directement concernés, associent cet accompagnement à des propositions endogènes au monde de l'éducation : re-découper les secteurs scolaires et développer les liens entre le lycée et l'université. D'autre part, les adultes (de 20 à 59 ans) associent cet accompagnement à des propositions exogènes au monde de l'éducation : développer les activités périscolaires pour les écoliers et les collégiens et développer le soutien à la fonction parentale.

Cette distribution est intéressante au sens où elle permet d'observer que pour les questions d'éducation et de formation, les jeunes interpellent prioritairement l'institution concernée (l'Education nationale) tandis que les adultes interpellent d'autres institutions (collectivités locale ou départementale, assistance sociale au sens large, voire monde associatif), pas temps sur les aspects éducatifs au

sens strict que sur des notions plus proches de la socialisation. Pour les jeunes, les problèmes d'éducation, ça se règle surtout à l'école. Pour les adultes, ça se règle plutôt en dehors de l'école. Voilà une différence qui pourrait être à l'origine d'une certaine incompréhension intergénérationnelle.

L'école et la formation : priorités pour le quartier

On retrouve à l'échelle du quartier la même nature de relations qu'à l'échelle du secteur. En particulier, les anciens restent attachés au fait de ne pas manifester d'avis sur la question.

Toutefois, des nuances apparaissent. Ainsi, les jeunes adultes (20-29 ans et 30-39 ans) ne sont plus associés à aucune proposition de réponse. Les jeunes de moins de 20 ans et les adultes mûrs (40-59 ans) continuent pour leur part à se positionner de la même façon qu'à l'échelle du secteur. Les premiers articulent leur conception de l'accompagnement vers un projet de vie autour des items « scolaires » (carte scolaire et liens avec l'université), les seconds autour de l'accompagnement social (activités périscolaires et soutien parental). Les positionnements respectifs sont néanmoins beaucoup plus dilués qu'à l'échelle du secteur, un peu comme si les répondants adoptaient à cette échelle des postures plus « théoriques », moins liées à leur vie et leur environnement quotidiens.

Au final, il faut retenir de ce thème non pas un positionnement des individus par rapport à un ou des espaces mais plutôt un positionnement de principe entre les jeunes d'une part et les adultes d'autre part (les anciens se sentant peu concernés par la problématique). Pour les jeunes, la question de l'éducation se pose en tant que telle, quasiment en terme de parcours scolaire. Pour les adultes, la question se pose en terme de socialisation des jeunes.

Les équipements et services publics : priorités pour le secteur

Les jeunes de moins de 20 ans sont associés à l'item « pas d'avis sur les équipements ». Les autres relations sont particulièrement stéréotypées et correspondent à une posture de type « qu'est-ce qui est bon et nécessaire pour moi ». En effet, les jeunes adultes (20-29 ans et 30-39 ans), certainement les plus disposés à avoir ou vouloir des enfants, souhaitent un développement des structures d'accueil de la petite enfance. Ouverts, curieux et dynamiques, ils souhaitent également un renforcement de l'offre culturelle de proximité, ainsi qu'un accès facilité aux installations sportives. Les 30-39 ans restent ici cohérents avec leur posture projective globale : Voilà les équipements qui me permettront demain de mieux vivre dans mon quartier (indépendamment du fait qu'ils y existent déjà ou non, d'ailleurs).

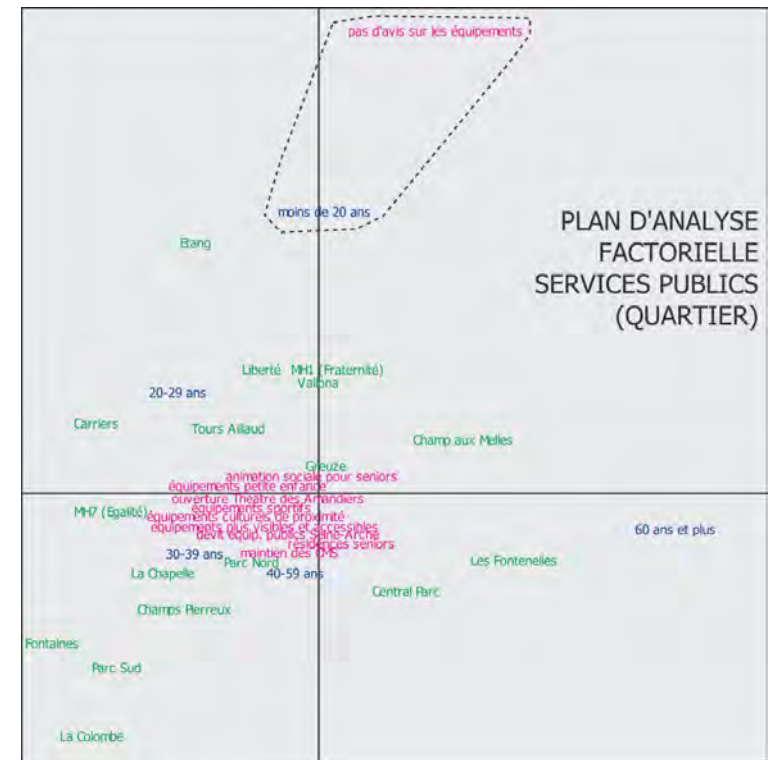
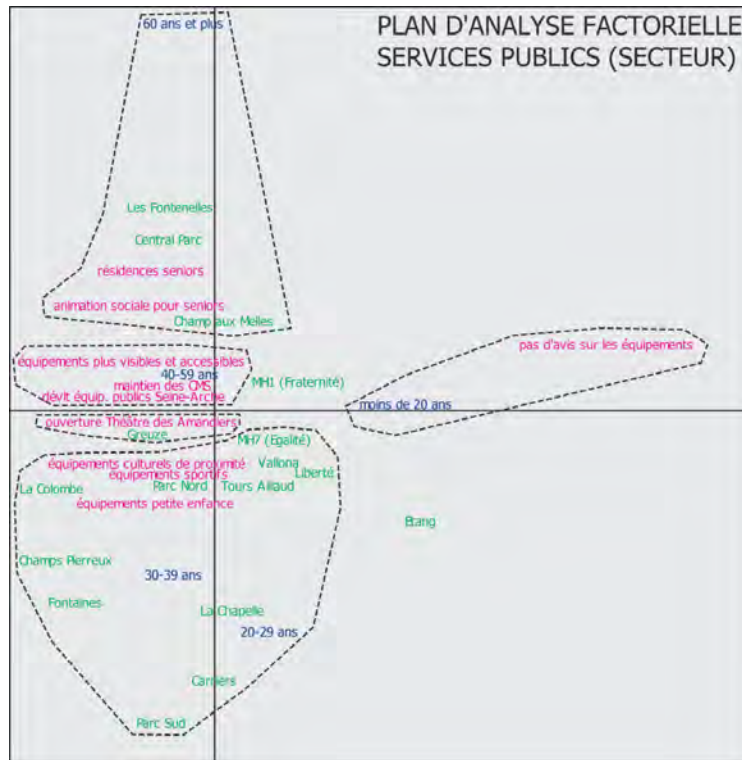
Les anciens pour leur part sélectionnent de façon tout à fait prioritaire des propositions dédiées... aux anciens : développement des résidences pour seniors et renforcement de l'animation sociale et culturelle pour les seniors. Par ailleurs, les habitants du secteur Greuze souhaitent une ouverture du Théâtre des Amandiers en direction des habitants du quartier... où justement il se trouve.

Les adultes mûrs (40-59 ans) sélectionnent des réponses qui semblent plus soucieuses de l'intérêt général. Ainsi, ils souhaitent une meilleure visibilité et accessibilité des équipements publics, voire leur développement dans le secteur Seine-Arche. Ils sont également d'ardents défenseurs du maintien des CMS. Mais rappelons que cette tranche d'âge, qualifiée de population socle, est plutôt de type populaire et laborieuse, donc *a priori* plutôt sensible à la question de la médecine sociale et à son maintien.

Les équipements et services publics : priorités pour le quartier

A l'échelle du quartier, seule la relation entre les jeunes de moins de 20 ans et l'item dédié au fait de ne pas avoir d'avis sur la question reste pertinente. Toutes les autres propositions de réponses sont positionnées à l'intersection des axes, sans que l'on puisse distinguer une réelle cohérence (animation sociale pour les seniors et équipements petite enfance sont positionnés ensemble, à proximité des 20-29 ans, mais pas des 30-39 ans et encore moins de +60 ans).

Cela signifie que le phénomène observé à l'échelle du secteur (types d'équipements et/ou services en fonction des tranches d'âge) ne se retrouve pas, ou se dilue, à l'échelle du quartier du Parc. On peut donc en conclure que la demande exprimée à propos des équipements et/ou services publics est une demande de grande proximité ; au sens spatial du terme. Cette attitude complète celle observée à propos du secteur. Ainsi, les jeunes adultes qui réclament plus d'équipements culturels de proximité ne demandent pas une bibliothèque ou une ludothèque en plus, mais autant de bibliothèques et de ludothèques que l'on recense de secteurs d'habitation.



Au final, il apparaît que la demande sociale exprimée quant au niveau d'équipements et de services publics soit principalement catégorielle et spatialisée : les équipements et services dont j'ai besoin personnellement, et si possible au pied de mon immeuble. Seuls les plus jeunes (<20 ans) semblent échapper à cette logique, en n'exprimant aucun besoin particulier.

La vie de quartier : priorités pour le secteur

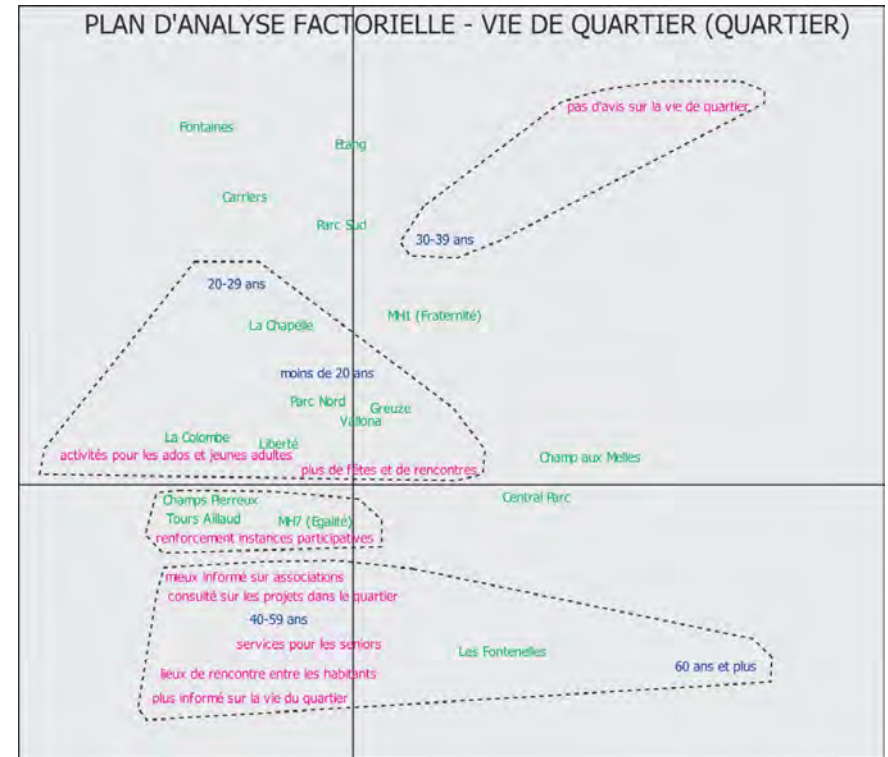
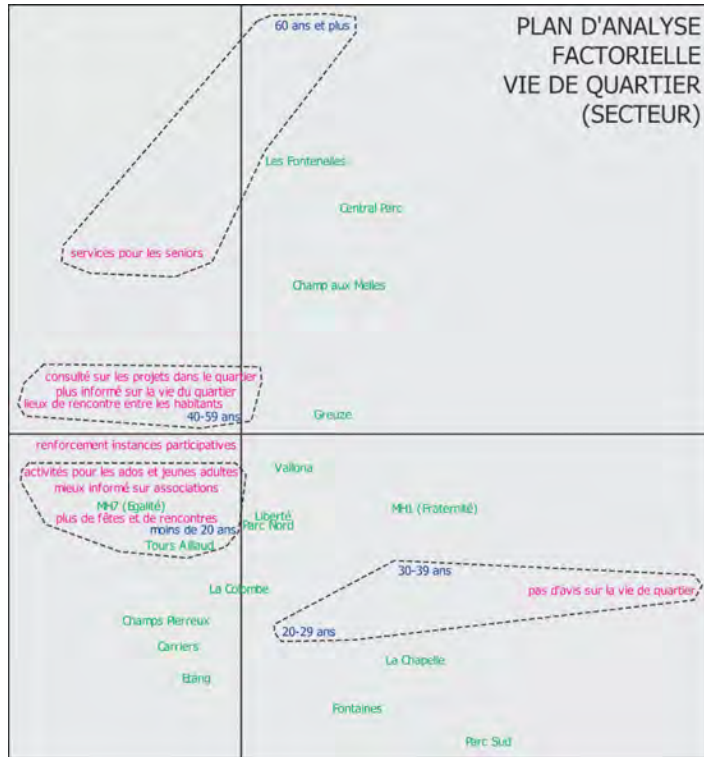
On observe que ce sont les jeunes adultes, « précaires » (20-29 ans) et « non-fatalistes » (30-39 ans) qui sont associés à l'item « pas d'avis sur la vie de quartier ». Ils se concentrent dans certains secteurs résidentiels : MH1, La Chapelle, Fontaines et Parc Sud. Les seniors pour leur part ont sélectionné de façon tout à fait préférentielle « services pour les seniors » (aide à domicile, portage de repas), c'est à dire la proposition qui les concerne au premier chef. Les plus jeunes (moins de 20 ans) ont également sélectionné les items qui les concernent le plus : des activités pour les ados et les jeunes adultes, plus de fêtes et de rencontres, une meilleure information sur les associations. Les adultes mûrs (40-59 ans), c'est à dire la population « socle » du quartier, est plus attachée à la vie sociale du quartier, en souhaitant être davantage informés sur la vie du quartier, en souhaitant des espaces de rencontre entre les habitants et en désirant être consultés sur les projets dans le quartier. On remarque que cette tranche d'âge, bien que la plus « sociable » par ses choix, ne va pas (ou ne va plus) jusqu'à sélectionner l'item dédié au renforcement des instances participatives et au fait de s'y impliquer. La confrontation dans l'espace politique de la Cité se limite (se réduit) donc au souhait d'être consulté, donc de s'inscrire dans une relation individuelle, ou individualisée, entre l'habitant et tout porteur de projet.

La vie de quartier : priorités pour le quartier

A l'échelle du quartier, on retrouve certaines relations observées à l'échelle du secteur, d'autres au contraire se recomposent.

Les trentenaires, repérés avec l'expression « non-fatalistes », restent étroitement associés au fait de ne pas avoir d'avis sur la question. Ce résultat est à relier avec le fait que cette tranche d'âge a également été qualifiée de « projective », c'est à dire ayant une forte propension à se projeter dans l'avenir et dans le quartier. Il semble acquis que cette projection s'envisage sous le mode individuel, familial éventuellement. Autrement dit, l'institution peut s'appuyer sur cette sous-population pour élaborer l'avenir du quartier mais à la condition que cet avenir soit entendu comme la somme des destins particuliers et non comme un destin partagé.

Les plus jeunes (-20 ans) restent également pour leur part associés aux items « activités pour les ados et jeunes adultes » et « plus de fêtes et de rencontres ». A l'échelle du quartier, ils sont rejoints par les jeunes adultes (20-29 ans). Par contre, une meilleure information sur les associations n'est pas une revendication pour ces tranches d'âge à cette échelle.



Les adultes mûrs et les anciens sélectionnent à l'échelle du quartier un ensemble d'items regroupant notamment ceux choisis à l'échelle du secteur : une meilleure information sur la vie du quartier, des lieux de rencontre entre les habitants, être consultés sur les projets dans le quartier et le développement de services pour les seniors. Par contre, ils sélectionnent également une meilleure information sur les associations (item retenu par les jeunes à l'échelle du secteur). Cela signifie que pour les jeunes, l'association doit être « au pied de l'immeuble » et que, pour les adultes mûrs et les anciens, une association doit rayonner à l'échelle du quartier. On peut

poursuivre l'interprétation en supposant que pour les jeunes, une association serait plutôt liée à une activité de proximité (sports, loisirs, aide aux devoirs...) et que pour les adultes et seniors, elle serait plutôt liée à la défense d'intérêts (locataires, environnement...).

Enfin, si l'implication dans les instances participatives n'est pas spécialement associée à une tranche d'âge, celles et ceux qui ont choisi cet item, à l'échelle du quartier, se concentrent dans trois secteurs résidentiels : Tours Aillaud, Champs Pierreux, MH7.

Au final, on pourrait affirmer que les jeunes adultes (de 20 à 39 ans), le vivre-ensemble dans le quartier, « *ils s'en foutent* ». Leur positionnement est principalement individuel ET individualiste. Cela ne les empêche d'ailleurs pas, comme cela a été montré, d'envisager le futur dans le quartier : Mais il s'agit plutôt de LEUR futur dans le quartier. Les plus jeunes sont pour leur part très attachés aux activités « jeunes » dans le quartier, en particulier si celles-ci sont ludiques et festives. En contrepoint, les seniors sont sensibles aux services pour les seniors (aide à domicile et portage de repas). De ce fait, seuls les adultes mûrs sont attachés à un certain art d'être ensemble dans le quartier : il faudrait plus de lieux de rencontres entre habitants et plus d'information sur la vie du quartier. Mais seraient-ils utilisés ? Génèrerait-elle plus d'instantanés partagés ? La réponse n'est pas acquise. Car, même pour ces habitants là, le partage, la confrontation, l'imagination doivent s'inscrire non dans un cadre commun mais dans celui plus individuel de la somme anonyme des possibles.

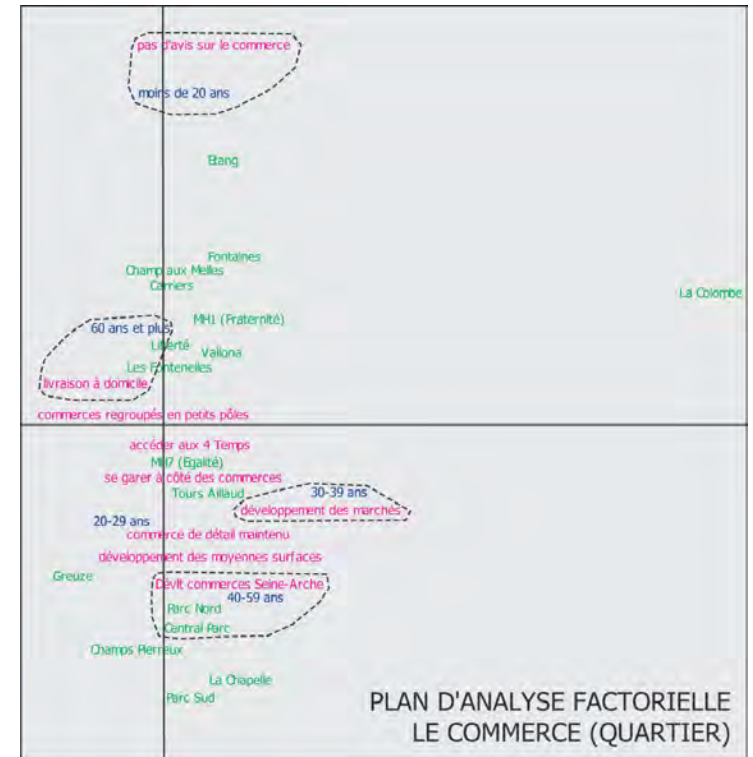
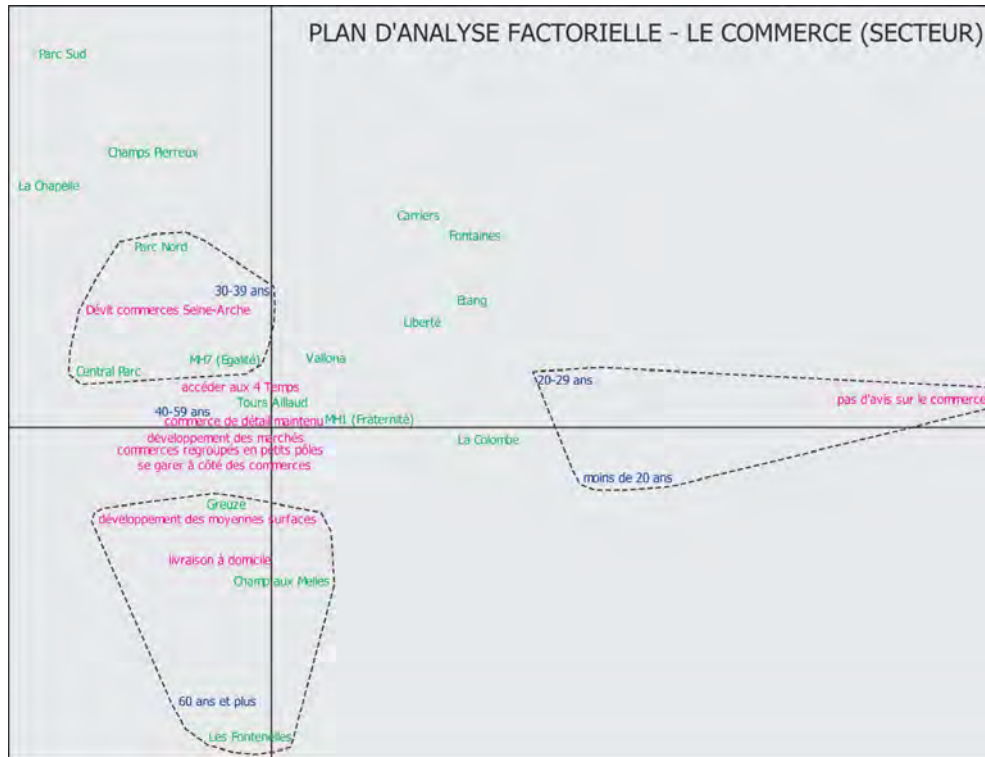
Le commerce : priorités pour le secteur

On observe en premier que le maintien et le renforcement du commerce de détail, proposition la plus choisie par les répondants, n'est pas associée à une tranche d'âge¹⁰ ou un secteur en particulier, puisque l'item est positionné à l'intersection des axes factoriels. Cela signifie que cette revendication est partagée par tous et toutes, quel que soit l'âge ou le lieu d'habitation.

Par contre, d'autres items sont plus particulièrement attachés à des tranches d'âge. Ainsi, les jeunes (-20 ans) et jeunes adultes (20-29 ans) ont principalement retenu l'item « pas d'avis sur le commerce ». La situation commerciale telle que se présente actuellement

¹⁰ La proximité dans le plan factoriel des 40-59 ans est davantage liée au fait que cette tranche d'âge est celle qui affiche l'effectif le plus important parmi les répondants.

ne semble donc pas leur poser de problèmes particuliers. Peut-être sont-ils les plus attachés à des types de consommation plus ludiques et hédonistes que les adultes et trouvent-ils au centre commercial des 4 Temps réponse à leurs attentes (vêtements, restauration rapide, loisirs et culture, etc.).



Les adultes « non-fatalistes » (30-39 ans) confirment sur le thème du commerce leur capacité projective. En effet, ils ont spécialement retenu l'item dédié au développement des commerces de Seine-Arche. C'est à dire qu'ils ont envisagé un avenir pour le quartier, dans lequel ils seraient susceptibles de s'inscrire. Dans le même temps, on remarque au niveau des secteurs que ce sont ceux situés à proximité de Seine-Arche où le développement du commerce a été plébiscité (Parc Nord, Central Parc et MH7 ; dans une moindre mesure Vallona et Liberté). Ce constat est à rapprocher d'observations déjà réalisées à propos de l'ouverture de commerces dans le secteur Seine-Arche qui seraient au service de la population résidante plutôt qu'à celle des salariés.

Les anciens sont pour leur part associés à l'item sur la livraison à domicile, mais également au maintien et au développement du centre commercial des Fontenelles, comme d'une manière générale, celles et ceux qui résident à proximité (Fontenelles et Champs au Melles, Greuze).

Le commerce : priorités pour le quartier

A l'échelle du quartier, on retrouve les jeunes (-20 ans) qui n'expriment aucun avis sur le sujet, de même que les anciens associés au développement de la livraison à domicile.

Les « non fatalistes » (30-39 ans) expriment à cette échelle un choix différent de celui retenu pour le secteur. Cette fois, il s'agit du développement des marchés. Le développement des commerces de Seine-Arche est dans le cas présent associée aux adultes mûrs (40-59 ans), notamment lorsqu'ils résident à Central Parc ou Parc Nord. Il est donc probable qu'il s'agisse là de répondants socialement plus favorisés, propriétaires de leur logement pour une bonne part.

Au final, les jeunes sont peu intéressés par la question du commerce dans le quartier. Les trentenaires continuent à se positionner dans la perspective d'un quartier futur mieux équipé (i.e. pour eux) : leur sélection est toujours associée à un « développement » : développement des commerces de Seine-Arche à l'échelle du secteur, développement des marchés à celle du quartier. La question du commerce sur le secteur Seine-Arche intéresse également beaucoup les répondants « socialement plus favorisés », notamment parcequ'ils habitent plutôt dans ce secteur : Le niveau de revenus ne change rien au problème de trouver une boulangerie ouverte le week-end. Enfin, la livraison à domicile éveille l'intérêt des anciens, quelques soit le périmètre considéré.

L'activité économique : priorités pour le secteur

Les individus les moins directement concernés par l'activité économique (l'emploi) ont justement sélectionné l'item « pas d'avis sur le sujet ». Il s'agit des plus jeunes (-20 ans) et des plus anciens (+60 ans). Les jeunes adultes (20-29 ans), repérés comme « les précaires » ne sont associés à aucune réponse en particulier. Un peu perdus ou désabusés, ce thème les a peu mobilisés. Les trentenaires « non-fatalistes » préconisent des pistes telles que les visites et stages en entreprise, la réduction de l'écart entre les formations et les emplois. C'est également la conviction des habitants de Vallona, Parc Nord, Tours Aillaud et Champs Pierreux¹¹. Les adultes mûrs (40-59 ans), certainement la « population socle » plutôt que les « socialement plus favorisés », ont plutôt sélectionné les clauses d'insertion pour les habitants du quartier dans les marchés publics, ainsi qu'une meilleure connaissance de l'annuaire des entreprises de Nanterre. Les secteurs Greuze et Colombe sont également associés à ces réponses, mais ici aussi sans logique spatiale évidente.

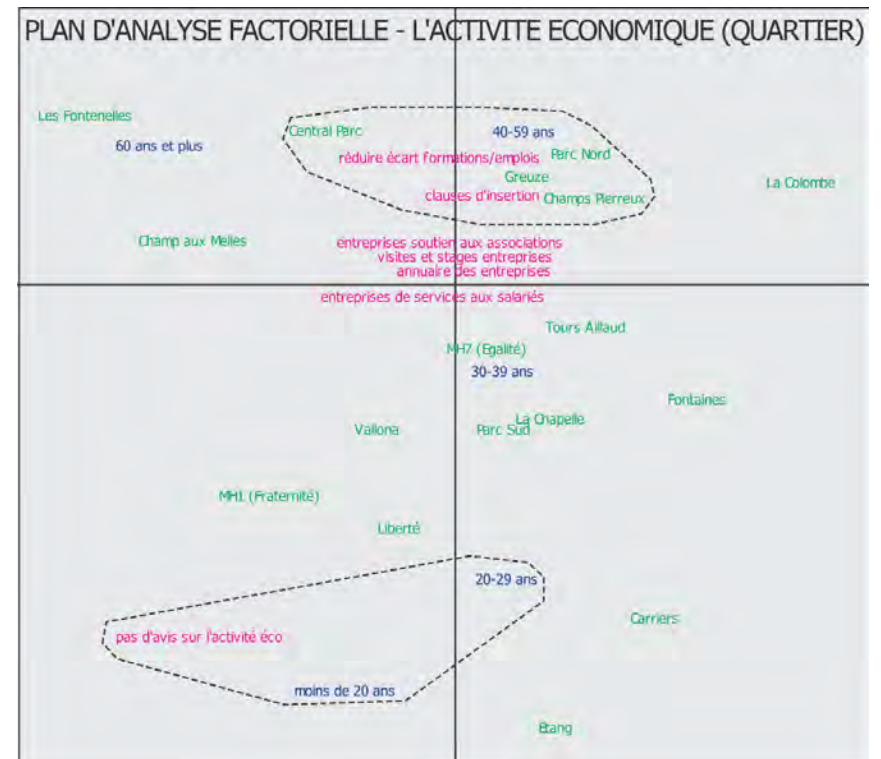
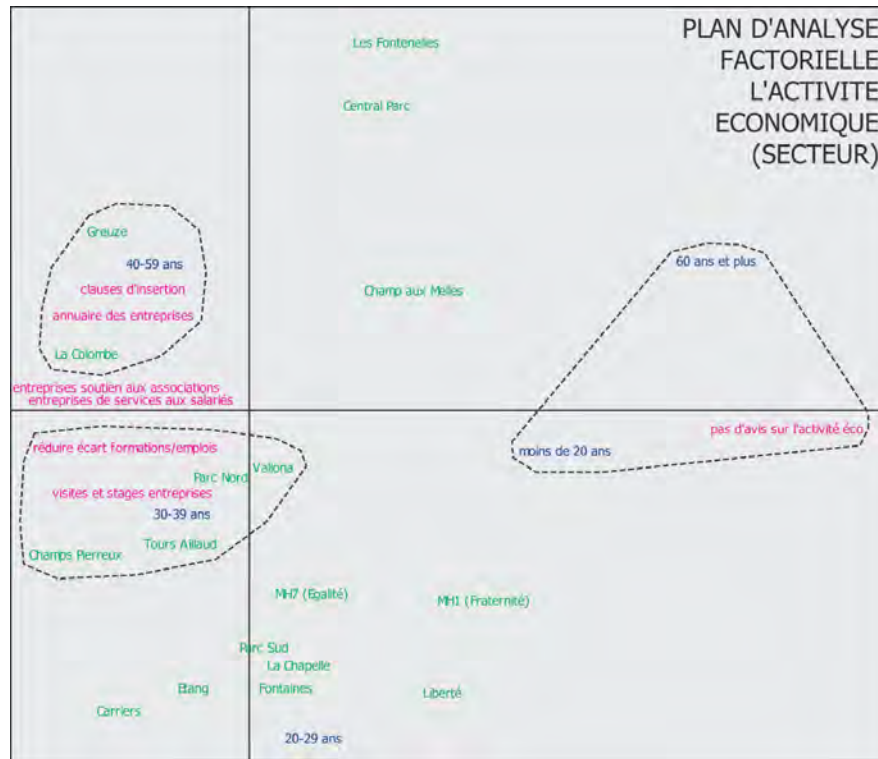
L'activité économique : priorités pour le quartier

A l'échelle du quartier, la même logique de réponse s'organise, même si des nuances apparaissent. Les jeunes (-20 ans) continuent à ne pas formuler d'avis sur le sujet. Ils sont rejoints par les 20-29 ans : leur non-sélection implicite à l'échelle du secteur devient explicite à l'échelle du quartier. Inversement, les anciens passent d'une réponse explicite (pas d'avis sur le sujet) à la même réponse, mais cette fois implicite (aucune relation avec un item particulier).

Les adultes mûrs (40-59 ans) maintiennent en partie à l'échelle du quartier leur choix enregistré à l'échelle du secteur : les clauses d'insertion pour les habitants du quartier dans les marchés publics. Par contre, ils n'évoquent plus l'annuaire des entreprises et préfèrent la réduction de l'écart entre la formation et les emplois. Ceci dit, ces répondants de la « population socle » sont rejoints à cette échelle par les « socialement plus favorisés »¹², expliquant les nuances observées dans les choix.

¹¹ La distribution spatiale de ces secteurs n'autorise aucune conclusion. Elle semble même relativement aléatoire.

¹² C'est la proximité dans le plan factoriel du secteur « Central Parc » qui permet de l'affirmer.



Au final, le thème de l'activité économique apparaît aux yeux des répondants non pas comme le moins important mais celui où les réponses sont les moins évidentes. Ceux qui ne sont pas concernés au premier chef par la question de l'emploi ont tout simplement choisi de ne pas répondre, où de répondre qu'ils n'avaient pas d'avis (jeunes et seniors). Les jeunes adultes, plus spécialement concernés par le problème du chômage, expriment une opinion pour le moins désabusée. Les trentenaires, pourtant jusque là prompts à envisager l'avenir, oscillent ici entre réponse et non-réponse. Enfin, seul point d'ancrage fixe repérable dans ce thème, les adultes mûrs (population socle et socialement plus favorisée) valident l'idée de favoriser les entreprises incluant une clause d'insertion dans leurs propositions d'intervention.

Éléments de synthèse

La présente analyse permet de préciser de façon utile les résultats observés en première lecture. Avant même de mieux déterminer l'univers de signification des réponses formulées par chaque sous population, il est nécessaire de revenir sur la perception par les habitants des différents périmètres (secteur résidentiel et quartier du Parc). Nous avons montré que le secteur ET le quartier constituaient bien deux entités pour les habitants, entités différentes. L'analyse multivariée confirme cette conclusion et la dépasse. En effet, si les réponses enregistrées à l'échelle du quartier sont (un peu) moins nombreuses et, surtout, sont différentes de celles enregistrées à l'échelle du secteur résidentiel, c'est en raison de la perception de l'espace très égocentrée qu'affirment les habitants (chaque habitant). Le secteur, le quartier (et une autre étude montrerait sans doute qu'il en va de même ensuite pour la ville, l'agglomération...), c'est une série de cercles emboîtés que l'on trace autour de soi, à partir de ce que l'on est, de ce que l'on veut, à partir de ses pratiques ou de ses espoirs. Nous trouvons certainement ici une traduction locale¹³ d'une logique sociétale où « *la société fabrique des individus, qui fabriquent la société...* ». Dans ce contexte relativement nouveau de démocratie paroxystique, les chemins politiques de l'élaboration d'un projet commun sont encore mal balisés. La méthode mise en œuvre ici (une consultation par questionnaire individuel et anonyme) constitue une sérieuse piste dans la mesure où, contrairement à des espaces de confrontation plus directe (les réunions publiques, par exemple), elle institue de fait que chacun est chaque un. Il semble intéressant de retenir les éléments forts de l'analyse multivariée à partir de cette focale.

Les jeunes (moins de 20 ans) ont articulé leurs réponses autour de l'amélioration de leur cadre de vie : des logements en meilleur état, des parties communes rénovées dans des bâtiments réhabilités, davantage d'équipements au sein d'espaces spécifiés (sport, loisirs, jeux, détente...). Ils souhaitent également plus de temps de rencontres formelles, sous une forme ludique ou festive (des activités, des fêtes). Pour ce qui est de leur éducation, ils pensent que ces questions se règlent à l'intérieur de l'école (et non à l'extérieur ou en

¹³ Mais pourquoi en serait-il autrement ? Nos différentes expériences à l'intérieur de ce champ de pratiques nous permettent d'affirmer que le quartier du Parc n'est en rien exceptionnel : en province ou en banlieue, à l'échelle d'une ville, d'un grand ou d'un petit quartier, dans un contexte « populaire » ou « bourgeois », cette évolution est toujours perceptible.

périphérie). Les autres thèmes les concernent peu (ou la situation actuelle leur convient parfaitement) : circulation, stationnement, services publics, commerce, activité économique.

Les jeunes adultes (20-29 ans), repérée sous l'expression de « précaires » mais dont une bonne partie est encore étudiante, partagent le point de vue des plus jeunes quant à l'amélioration du cadre de vie (logements, parties communes, bâtiments, espaces spécifiques). Ils le complètent toutefois par une volonté de voir construire de nouveaux logements, notamment sociaux et spécialement dédiés... aux jeunes et aux étudiants (c'est à dire eux-mêmes). La volonté de décohabitation et la difficulté à la réaliser sont très perceptibles. Ils insistent également sur la nécessité d'une meilleure desserte en autobus (fréquence et amplitude), pour des raisons professionnelles (activité ou recherche d'emploi) mais également personnelles (sorties). Ils manifestent peu d'intérêt pour la vie du quartier, y compris dans sa dimension commerciale. Enfin, compte tenu des difficultés rencontrées par une bonne part d'entre eux concernant leur insertion professionnelle, le thème de l'activité économique a du leur sembler surréaliste.

Les trentenaires (30-39 ans), par ailleurs qualifiés de « non-fatalistes », développent au cours de leurs réponses une forte capacité projective. Ils vivent moins le quartier dans sa quotidienneté que dans la possibilité de s'y épanouir demain. Seules préoccupations actuelles, ils insistent sur la sécurisation (routière) des endroits fréquentés par des (leurs) enfants (écoles, équipements...) et réclament une meilleure offre d'accueil de la petite enfance. Mais ils souhaitent surtout une diversification de l'habitat (démolitions, développement du secteur locatif libre et de l'accession à la propriété), le développement des équipements sportifs et culturels et ils sont de chauds partisans du développement commercial du nouveau quartier de Seine-Arche.

Les adultes mûrs (40-59 ans) de la « population socle » sont également favorables à une diversification de l'habitat (démolitions, accession...) mais sont très attachés au fait d'être consultés sur ces projets. Présentement, ils sont très sensibles à l'entretien des espaces extérieurs (et n'excluent pas la résidentialisation), qu'ils jugent médiocre. Ils souhaitent également une amélioration sensible du stationnement automobile (en quantité et gratuité). Enfin, ils restent profondément inscrits dans une logique sociale de « l'Etat-providence » où la puissance publique est très interventionniste : Pour l'école, il faut développer l'encadrement péri-scolaire et le soutien

parental ; Pour les soins, il faut renforcer les CMS ; Pour les services publics, il faut les rendre plus visibles et accessibles ; Pour l'emploi, il faut instaurer des clauses d'insertion dans les marchés publics...

Les anciens (à partir de 60 ans) n'ont rien à dire sur le logement (quel que soit son état ou celui du bâtiment où il se trouve, d'ailleurs) car ils s'y sentent bien : ils vivent repliés sur leur espace privé, pour eux beaucoup plus rassurant que l'espace public. Ce dernier les effraie : les voitures et encore plus les scooters y roulent trop vite. Le Parc ? Il est pour eux anxiogène et il faudrait le sécuriser davantage. Et d'ailleurs, que réclament-ils sinon des équipements et services qui leur permettraient d'éviter la confrontation avec l'espace public : des résidences pour les seniors, des services publics tels que le portage de repas à domicile, des services commerciaux telle que la livraison à domicile, des animations afin qu'ils se retrouvent entre eux. Pourtant, il restent très attachés à leur quartier. Mais à la nostalgie du « quartier d'autrefois », classique pour cette tranche d'âge, s'ajoutent ici une réelle incompréhension et une réelle angoisse du « quartier d'aujourd'hui ».

Les « socialement plus favorisés », dont on a montré qu'ils avaient plus de 40 ans et résidaient principalement dans le secteur Central Parc, sont très favorables à la diversification de l'habitat (en particulier dans sa dimension accession à la propriété, mais également à propos de démolitions éventuelles) et à la sécurisation du quartier (résidentialisation et sécurisation du Parc). Compte tenu de leur localisation résidentielle, ils souhaitent vivement le développement des commerces dans le secteur Seine-Arche. Contrairement à la « population socle », ils sont très éloignés de toutes les propositions relatives à l'intervention publique : pas d'avis sur l'école et la formation, pas d'avis sur les services et équipements publics, pas d'avis sur les clauses d'insertion dans les marchés publics.

Démarche transversale à la consultation : réunion de cinq « groupes-expert »

Si les habitants du quartier du Parc constituent par leur expertise d'usage des acteurs incontournables du projet de développement du quartier, ils ne sont pas les seuls. D'autres acteurs interviennent sur cet espace. Afin de les associer à la démarche, la ville de Nanterre a souhaité les consulter sous la forme de groupes de travail. L'ambition est de lister avec ces acteurs et à partir de leur profil les principaux dysfonctionnements du quartier et d'échafauder des pistes permettant de les réduire. Cinq profils ont été déterminés préalablement : Personnels de santé (CMS) ; Représentants d'associations ; Acteurs de terrain (travailleurs sociaux, éducateurs spécialisés, directeurs d'écoles, employés Mairie et CG92) ; Salariés d'entreprises du quartier ; Commerçants du quartier. Les ateliers ont réuni 34 participants au total¹⁴ (10+3+11+7+3).

La « règle du jeu » consistait à formaliser (rédiger) dans un tableau les 10 principaux dysfonctionnements et parallèlement les 10 pistes des résolution¹⁵. Au total, 151 dysfonctionnements ont été recensés. Ces dysfonctionnements ont été regroupés en 14 thèmes, rangés ici par ordre de récurrence :

Thème 1 : Circulation

Thème 2 : Services publics

Thème 3 : Rupture ou absence de lien

Thème 4 : Précarité

Thème 5 : Insécurité

Thème 6 : Activité commerciale

Thème 7 : Conflits usagers/services publics

Thème 8 : Absentéisme des patients

Thème 9 : Propreté

Thème 10 : Education

Thème 11 : Image du quartier

Thème 12 : Dégradation

Thème 13 : Jeunesse

Thème 14 : Divers

¹⁴ Pour des raisons d'efficacité, le nombre maximum de participants a été fixé à dix par groupe. Par ailleurs, le représentant du maître d'ouvrage n'a participé à aucun de ces ateliers afin de libérer et faciliter la parole des participants.

¹⁵ Dix étant un chiffre maximum, destiné à contraindre chaque participant à réaliser des choix (les problèmes les plus importants, selon lui). En pratique et en moyenne, les participants ont formalisé 4,4 dysfonctionnements, et nettement moins pour les solutions potentielles.

La circulation

La (mauvaise qualité de la) circulation est le thème le plus récurrent. Il est principalement porté par les salariés d'entreprise et les acteurs de terrain. Trois dysfonctionnements sont particulièrement mis en exergue :

- le stationnement
- la signalisation
- l'accessibilité

Les acteurs regrettent la faiblesse du nombre de places de stationnement et le fait que ce dernier soit payant. Tous, loin s'en faut, ne disposent pas d'une place de parking à l'intérieur de leur entreprise et sont donc contraints de stationner leur véhicule sur la voirie. Ceux qui, en conséquence, optent pour les transports collectifs, dénoncent la médiocre qualité de la desserte en autobus (horaires, fréquence, lieux de desserte, autobus surchargés...). Par ailleurs, de nombreux acteurs insistent sur la faiblesse de la signalétique, en particulier dans le secteur Parc Nord (problèmes de repérage dans le quartier) : absence de plan et trop peu de panneaux. Concernant l'accessibilité, les salariés expriment la saturation du trafic routier et des transports en communs aux heures de pointe, en particulier là aussi dans le secteur Seine-Arche.

Les propositions d'amélioration portent sur l'installation d'un plan de quartier, au niveau du RER Nanterre - Préfecture. Cette action permettrait aux salariés, aux habitants et aux visiteurs de se repérer plus facilement. Les possibilités de stationnement devraient être renforcées. Concernant l'accessibilité, les salariés et acteurs de terrain pensent qu'il est nécessaire de renforcer l'offre de transports en commun et la signalétique. Ils sont également nombreux à « attendre » la fin des travaux dans le secteur Seine-Arche.

Les services publics

Les acteurs de terrain, les associations et les personnels de santé recensent plusieurs dysfonctionnements sur ce sujet (les salariés et les commerçants nettement moins).

- Déficit de services publics

- Faible capacité d'accueil des services publics
- Délai d'attente au sein des services publics

Les participants, principalement les associations et les acteurs de terrain, évoquent un déficit de services publics : un seul centre de santé dans le quartier, avec une population en forte demande de soins ; aucune antenne postale dans le secteur Parc Nord (et la saturation de la Poste dans le Parc Sud).

Les propositions d'amélioration concernent en particulier le réaménagement des horaires et l'augmentation du nombre de praticiens (médical et paramédical) au sein du CMS, afin d'être plus accessibles et de réduire les délais d'attente. Ils évoquent également le développement du secteur libéral, afin de décharger en partie la médecine sociale pour qu'elle puisse ainsi se recentrer sur sa mission.

La (les) rupture(s) ou l'absence de lien(s)

Les acteurs de terrain, les personnels de santé, les commerçants et les salariés d'entreprise sont très sensibles à cette notion. Cette rupture s'énonce notamment sous la forme :

- L'absence d'échange, de communication, d'information
- Rupture physique
- Rupture économique

L'absence de communication concerne d'abord les acteurs intervenant sur le quartier (entre eux et entre institutions). Il s'agit également d'un manque d'information des habitants sur l'ensemble des dispositifs (sociaux, médicaux, autres) auxquels ils peuvent accéder. L'absence de lien est par ailleurs due à la rupture physique générée par le Parc André Malraux, la division en deux sous quartiers distincts, très différents l'un de l'autre (un quartier d'activité, un quartier résidentiel), générant des temporalités et rythmes de vie différents. La rupture est également d'ordre économique. Les acteurs de terrain soulèvent le problème de l'insertion professionnelle des habitants dans les entreprises de Nanterre. Ils pointent également la rupture avec La Défense, selon eux un « monde économique, de consommation et de loisirs ».

Afin d'améliorer la situation économique du quartier et de faire diminuer le chômage, les acteurs souhaitent « favoriser le recrutement des nanterriens dans les entreprises locales ». Cette proposition permettrait de faire sortir une partie de la population de la précarité qui touche le quartier. Ils souhaitent également renforcer la communication et les partenariats. Selon les participants, le développement du travail en réseau permettrait d'améliorer la qualité des actions sur le quartier. Les participants n'ont pas fait de réelles propositions pour remédier à la rupture physique et/ou économique.

La précarité

Ce sont particulièrement les acteurs de terrain, les personnels de santé et dans une moindre mesure les associations qui ont fait part de dysfonctionnements en matière de précarité. Ils pointent notamment :

- Un habitat social dégradé (Tours Aillaud)
- Précarité en terme de santé (physique et psychologique)
- Précarité sociale et économique

La précarité est de nature différente selon les acteurs qui l'évoquent. Les acteurs de terrain ne pointent pas la même précarité que les personnels de la santé. Les acteurs de terrain font plutôt référence à la précarité due à la présence massive d'habitat social dégradé dans le quartier. Certains logements sont vétustes et nécessitent des travaux de réhabilitation, notamment les Tours Aillaud. Les personnels de santé soulèvent la multitude de problèmes sociaux et économiques rencontrés par les familles du quartier : le chômage, les problèmes financiers, les problèmes de logement. Selon eux, ces problèmes génèrent des problèmes de santé, physiques et psychologiques. Cette précarité est localisée par les acteurs : plutôt dans le secteur Parc Sud, au niveau de l'Avenue Pablo Picasso.

Très peu de propositions d'amélioration ont été formulées par les acteurs. Les uns pointent la nécessité de « mener un projet de réhabilitation », les autres de mettre en place davantage de dispositifs d'aide aux familles en difficultés, en particulier dans le domaine du soutien psychologique.

L'insécurité

Le thème de l'insécurité est évoqué principalement par les salariés d'entreprise et dans une moindre mesure par les acteurs de terrain. Ils insistent notamment sur :

- Le trafic/ le deal
- La violence/ les agressions

Ces deux types d'acteurs tiennent des discours différents. Effectivement, le trafic est surtout abordé par les acteurs de terrain et ce sont les salariés qui parlent majoritairement de violence et d'agression. Les acteurs de terrain insistent sur le problème de l'économie souterraine, les salariés sur le sentiment d'insécurité dû à la violence (ils évoquent plusieurs agressions dans le quartier, comme des vols à la tire de sacs à mains et d'ordinateurs portables). Le manque d'éclairage (pour traverser le Parc en particulier) renforce selon eux le sentiment d'insécurité.

Les propositions d'amélioration portent sur la création d'une police de proximité et le renforcement de l'éclairage public. De façon plus générale, ils pensent que régler les problèmes sociaux et augmenter les salaires permettraient de réduire l'insécurité.

L'activité commerciale

Ce sont les commerçants qui, logiquement, font majoritairement part des dysfonctionnements en matière de commerce. Les acteurs de terrain recensent également des dysfonctionnements :

- déficit commercial quantitatif
- manque de diversité des commerces (de moins en moins grande)

Les acteurs insistent sur le manque de commerces dans le quartier. Et selon eux, la situation va en se dégradant. Qui plus est, ils évoquent l'uniformisation et l'ethnicisation du commerce. Ils accordent une mention toute particulière au secteur Parc Nord, pointant le déficit de commerces de détail en direction des habitants du quartier.

La proposition principale est d'attirer et diversifier le petit commerce dans le quartier du Parc. Par ailleurs, les acteurs de terrain, en particulier, pensent qu'il faudrait adapter les horaires d'ouverture du commerce à la population résidante et pas seulement aux entreprises du quartier. Cela permettrait de redonner vie au quartier le week-end.

Les conflits entre usagers et services publics

Les personnels de santé semblent être plus particulièrement exposés aux conflits usagers/services publics. Deux thèmes principaux ressortent :

- L'attente des patients vis à vis du CMS
- L'agressivité des usagers

Les personnels de santé précisent que certains patients sont exigeants sur les dates de rendez-vous et sur l'offre de soins. Toutefois, le CMS n'est pas toujours en capacité de les satisfaire dans l'immédiat. Selon eux, les patients n'ont pas conscience du volume de la demande globale de soins exprimée par les habitants et oublient le respect envers le personnel et les autres patients, en attendant eux aussi : « les patients estiment qu'ils ont des droits mais ils ont aussi des devoirs envers le personnel et aussi les autres patients ». Inévitablement, cette situation génère conflits et agressivité.

Les personnels de santé pensent qu'il serait important d'informer la population sur l'activité précise du CMS (et sur ce qui ne relève pas de son activité). Le centre n'est pas en capacité de répondre à tous les besoins sociaux. En outre, il faudrait également rappeler quelques règles de « savoir vivre » à certains patients, même si les comportements agressifs traduisent souvent une grande souffrance, qu'il s'agit de comprendre puis de recadrer.

L'absentéisme des patients du CMS

Ce thème est spécifique au Centre Médico Social et il est étroitement associé au précédent. En effet, comme la demande sociale de soins est supérieure à l'offre, il arrive souvent que les rendez-vous proposés par le CMS soient relativement éloignés dans le temps.

Cela génère un fort absentéisme des patients, pour diverses raisons d'ailleurs (oubli du rendez-vous, offre de soins alternative entre temps, renoncement...). Cela est d'autant plus regrettable que le temps prévu par un praticien pour une visite à laquelle le patient ne se présente pas ne peut être affecté à une autre visite. En conséquence, les personnels de santé proposent de refuser les prises de rendez-vous si aux patients ayant eu plusieurs absences aux rendez-vous précédents.

L'éducation

Les acteurs de terrain sont les plus sensibles à cette problématique. Ils pointent trois dysfonctionnement principaux :

- L'échec scolaire
- Le niveau scolaire global relativement faible
- L'évitement scolaire

Les participants aux ateliers pensent que c'est le manque de mixité sociale qui entraîne une baisse du niveau scolaire global et une hausse de l'échec scolaire (une sorte de spirale négative). Pour eux, le phénomène tend à se renforcer par des stratégies familiales d'évitement scolaire. Mise à part l'incantation à donner plus de moyens à l'Education nationale, les participants n'ont pas de réelle proposition d'amélioration. Un participant propose toutefois l'augmentation du nombre de personnes allant à la rencontre des jeunes en échec scolaire.

La jeunesse

Les associations et les acteurs de terrain évoquent des « dysfonctionnements » concernant la jeunesse.

- Laisser-aller de la jeunesse
- Absence de locaux pour les jeunes

Les participants parlent d'un « laisser-aller de la jeunesse qui n'exploite pas ses ressources ». Ils croisent volontiers ce sujet avec celui de l'échec et du décrochement scolaire. Pour eux, cette jeunesse qui n'exploite pas ses ressources est celle qui est en décrochage

scolaire. Par ailleurs, l'absence de locaux pour les jeunes les poussent à rester en pied d'immeuble puisqu'ils n'ont pas d'alternative pour se retrouver. Cela semble nuire à la population résidante du quartier. La création de locaux spécifiques pour les jeunes est une piste proposée.

L'image du quartier

Ce sont les acteurs de terrain qui font majoritairement part de dysfonctionnements concernant l'image du quartier du Parc. Les salariés la mentionnent également.

- Une image négative du quartier liée à l'habitat
- Une image négative liée à l'absence d'animation le week-end
- Un manque d'identité du quartier

Selon les acteurs, le quartier est trop marqué par l'habitat social. L'absence de mixité en matière d'habitat renvoie une image négative du quartier. Au niveau du Parc Nord, le manque d'animation prive le quartier d'une réelle « vie de quartier ». Les participants en ont l'image négative d'un quartier sans vie sociale et sans identité propre.

La principale proposition des participants est de diversifier l'habitat. Renforcer la mixité sociale et renforcer l'accès à la propriété permettrait de redonner une image positive du quartier. Par ailleurs, concernant l'animation du quartier le week-end, les participants proposent l'implantation de commerces et de maisons de quartiers.

La propreté

Ce sont les salariés d'entreprises et les acteurs de terrain qui constatent le plus de dysfonctionnements en matière de propreté. Ils pointent notamment :

- L'absence de tri des déchets
- La saleté des rues et trottoirs

Tous regrettent qu'il n'existe pas de collecte sélective des déchets. Ils observent par ailleurs, en particulier dans le secteur Parc nord, que les trottoirs sont relativement sales (mégots de cigarettes, déchets liés aux repas pris à l'extérieur : papiers gras, canettes...). Mettre en place le tri sélectif et augmenter le nombre de corbeilles sont selon eux deux pistes à explorer.

Un quartier dégradé

Les acteurs de terrain, personnels de santé, commerçants et salariés d'entreprise insistent tous sur le manque d'entretien des espaces verts mais aussi de l'habitat. La rénovation de l'habitat et l'entretien des espaces verts sont les principales propositions d'amélioration.

L'analyse des experts du quartier : tableau de synthèse sur les constats et les solutions

Problèmes de stationnement	Gratuité pour les salariés
Problèmes de stationnement	Adapter l'offre de transports collectifs aux salariés (autobus)
Problème de repérage dans le quartier	Installer un (des) plan(s) dans le quartier
Problème de repérage dans le quartier	Améliorer la signalétique
Absence ou faiblesse du lien	Renforcer la communication interinstitutionnelle et le travail en réseau
Difficultés économiques de la population	Favoriser le recrutement des habitants du quartier par les entreprises locales
Précarité de la population	Réhabiliter l'habitat
Précarité de la population	Mesures d'aide et de soutien psychologique aux familles
Insécurité : trafic, deal, économie souterraine	Créer une police de proximité
Insécurité : actes de violence et agressions	Renforcer l'éclairage public + police de proximité
Déficit commercial qualitatif et quantitatif	Développer le commerce en direction des habitants (Seine-Arche)
Déficit commercial qualitatif et quantitatif	Attirer et diversifier le petit commerce
Attente et agressivité des usagers du CMS	Développer l'offre en volume et en amplitude horaire
Attente et agressivité des usagers du CMS	Développer l'offre libérale pour décharger le CMS
Attente et agressivité des usagers du CMS	Information des habitants sur les (seules) missions du CMS
Attente et agressivité des usagers du CMS	Rappel des règles de savoir-vivre
Attente et agressivité des usagers du CMS	Faire respecter les rendez-vous par les usagers (et démarche coercitive si non-respect)
Niveau scolaire faible et échec scolaire	Donner plus de moyens à l'Education nationale
Niveau scolaire faible et échec scolaire	Plus d'agents allant à la rencontre des jeunes déscolarisés
Le laisser aller de la jeunesse	Création de locaux spécifiques pour les jeunes
L'image négative du quartier	Diversifier l'habitat
L'image négative du quartier	Animation le week-end (commerces et maisons de quartier)- Parc Nord
Un quartier sale	Augmenter le nombre de corbeilles à papier
Un quartier sale	Mettre en œuvre le tri sélectif
Un quartier dégradé	Rénover l'habitat
Un quartier dégradé	Mieux entretenir les espaces verts

CONCLUSION GENERALE

La Consultation des habitants du quartier du Parc s'est déroulée à l'intérieur d'un cadre assez contraignant et finalement peu propice.

Elle a débuté le 18 juin, c'est à dire à la suite de deux autres consultations, électorales celles-là (les présidentielles le 22 avril et le 06 mai, les législatives les 10 et 17 juin). La mise en tension sociale et politique a donc été forte avant le lancement du questionnaire et a pu générer un certain essoufflement démocratique.

Elle s'est achevée le 13 juillet, c'est à dire au cœur d'une période où les esprits sont davantage tournés vers la villégiature, le repos et les loisirs que vers l'élaboration d'un projet de renouvellement du quartier.

Malgré cela, on dénombre 1848 répondants au questionnaire. Indépendamment de la représentativité de ce panel par rapport à la population totale du quartier, il est surtout intéressant de comparer ce résultat avec le nombre d'habitants qui ont participé aux quatre réunions publiques organisées au mois de février 2007 sur le thème du projet de renouvellement du quartier du Parc, soit 163 participants.

Cela signifie que, même dans un contexte peu propice, même à supposer que les répondants au questionnaire ne représentent qu'eux-mêmes et pas leur ménage (famille)¹⁶, les participants à la Consultation ont été 11 fois plus nombreux que les participants aux réunions. Ce fait constitue un résultat en tant que tel et interroge forcément sur la signification du niveau de participation en fonction de la méthode déployée.

L'analyse des résultats de la Consultation nous permet de proposer une interprétation. Ainsi, nous ne sommes pas dans une logique qui serait de dire « qu'est-ce que nous allons faire ensemble de ce quartier » mais plutôt dans une logique qui serait « qu'est-ce que ce quartier peut faire pour moi ». Les habitants du quartier se sont mobilisés lors de la Consultation et, parallèlement, se sont peu investis dans les instances participatives (réunions) parce qu'elles sont par nature des espaces de confrontation et d'expérience collective de conception et de production de la vie sociale, qu'elles s'inscrivent justement à l'inverse d'une logique de type « chacun pour soi et le

¹⁶ C'est à dire l'hypothèse minimale concernant la représentativité des répondants.

quartier pour tous », ce qui n'est pas le cas du questionnaire, individuel, anonyme, symptomatique du « chaque un », aboutissement démocratique du respect de l'individu dans son identité/intégrité totale et de la difficulté à faire société.

Il sera certainement utile d'intégrer ce fait dans la conception méthodologique de la suite de la démarche d'élaboration du projet, pour éviter le risque d'un effet yo-yo, qui serait contre-productif par rapport à la volonté de créer une dynamique de projet large et partagée.

Les analyses menées ont montré, dans ce contexte, que l'âge d'un individu¹⁷ était finalement un bon critère pour apprécier quelles étaient ses aspirations. Seul le statut socio-économique vient perturber marginalement cet ordonnancement, au delà de 40 ans.

Nous avons vu que les jeunes (moins de 20 ans) associent nettement le renouvellement du quartier à la question du cadre de vie. Logiquement, on y retrouve des exigences tels que les équipements de sport, de loisir, mais pas seulement et cela constitue une surprise. Les jeunes sont également et surtout très sensibles à la qualité de l'habitat (les logements, les parties communes, l'aspect des bâtiments, les espaces extérieurs). Ils sont également demandeurs pour l'organisation de moments ludiques et festifs plus nombreux et plus formels. Finalement, dans le contexte fortement égocentré que nous avons décrit, la jeunesse représente pour l'institution, pour les institutions¹⁸, un interlocuteur parfaitement valable et valide.

Les jeunes adultes (20-29 ans) se projettent également, mais dans un futur immédiat. En fait, ils veulent un quartier où ils pourraient s'intégrer et se stabiliser, sur le terrain du logement, de l'emploi ou de la formation. Ces préoccupations sont pour eux premières et essentielles. Par conséquent, les autres dimensions d'un projet de quartier ne les intéressent guère, du moins dans un premier temps.

Les trentenaires souhaitent dans l'état actuel du quartier des améliorations (rapides) pour leurs enfants, soit en terme d'accueil (crèches), soit en terme de sécurité (sorties d'école ou d'équipements). Mais ils manifestent également une très forte capacité projective.

¹⁷ Précisons au passage que le découpage des tranches d'âge sort du schéma classique en quatre tranches (jeunes de moins de 20 ans, jeunes adultes de 20 à 39 ans, adultes mûrs de 40 à 59 ans et anciens à partir de 60 ans) à la demande des services de la Ville de Nanterre. Les résultats observés attestent du haut niveau de connaissance et de pratique qu'ils ont du quartier, puisque, effectivement, il existe des différences très sensibles entre les 20-29 ans et les 30-39 ans.

¹⁸ Y compris certaines telles que les bailleurs sociaux ou l'Education nationale...

Cette dernière s'établit à partir de leur propre ambition ou de leur propre projet de vie mais elle existe et elle est importante : diversification de l'habitat, développement des équipements, adhésion au projet Seine-Arche. Les trentenaires représentent les forces vives pour élaborer un projet de quartier dynamique et ambitieux mais c'est avec eux que les modalités de conception-production du projet devront être les plus élaborées, les plus spécifiques, les plus novatrices aussi.

Passer quarante ans, les répondants se situent davantage dans une logique de préservation-conservation, pour différentes raisons et à divers titres d'ailleurs. Une grande partie (la population socle du quartier), faisant le constat que le « Contrat social » d'hier ne permet plus d'atteindre la qualité de vie d'autrefois, demande son renforcement, pour l'école, pour la formation, pour l'emploi, pour la santé, pour les retraités. Ils font également le constat que la (trop forte) concentration spatiale de HLM, même si elle a pu répondre en son temps à la crise du logement, constitue aujourd'hui un handicap et qu'une plus grande diversité de l'habitat dans le quartier pourrait à l'avenir constituer un atout. Une petite partie (socialement plus favorisée), nettement plus libérale, est également favorable à la diversification de l'habitat, certainement pour des raisons de valorisation de son environnement. Les deux parties se rejoignent sur deux autres points : Les possibilités de stationnement automobile doivent être nettement augmentées et améliorées. Les espaces extérieurs (y compris le parc André Malraux) doivent être nettement mieux entretenus, voire sécurisés¹⁹.

Les « experts du quartier », rencontrés lors de la démarche transversale d'ateliers, quelque soit leur statut, s'inscrivent parfaitement dans la logique territoriale décrite par les habitants. Autrement dit, ils sont en phase avec le quartier et donc particulièrement à même de contribuer à sa transformation.

Le titre générique de cette consultation était « *Vos idées, ça vous change la ville* ». Les résultats en sont massifs et riches de contenu. Ils sont aussi contradictoires parfois. Mais, à coup sûr, ils constituent une étape importante pour progresser dans la formalisation puis dans la réalisation d'un projet global de transformation et d'amélioration du quartier du Parc.

¹⁹ même si cette revendication n'apparaît jamais comme première.

Table des matières

Introduction	page 01
Analyse descriptive des résultats de la Consultation des habitants du quartier du Parc à Nanterre « <i>Vos idées, ça vous change la ville</i> »	page 02
Participation à la consultation et profil des répondants	page 02
Analyse thématique	page 06
Les priorités sur la question du logement	page 07
Les priorités sur le cadre de vie	page 08
Les priorités sur la circulation et le stationnement	page 09
Les priorités sur l'école et la formation	page 10
Les priorités à propos des services publics	page 11
Les priorités pour la vie de quartier	page 13
Les priorités pour le commerce	page 14
Les priorités pour l'activité économique	page 15
Eléments de synthèse	page 16
Spécification des caractéristiques des répondants	page 17
Le genre en fonction de l'âge	page 17
La catégorie socio-économique et le genre	page 17
La catégorie socio-économique en fonction de l'âge	page 18

L'ancienneté de résidence dans le logement en fonction de l'âge	page 19
Statut d'occupation et secteur d'habitation	page 20
Statut d'occupation en fonction de l'âge	page 20
Secteur d'habitation et projet résidentiel	page 21
Projet résidentiel en fonction de l'âge	page 22
Éléments de synthèse	page 23
Analyse des réponses au questionnaire en fonction des groupes sociaux auto-constitués	page 25
Le logement : priorités pour le secteur résidentiel	page 25
Le logement : priorités pour l'ensemble du quartier	page 27
Le cadre de vie : priorités pour le secteur résidentiel	page 28
Le cadre de vie : priorités pour le quartier	page 29
La circulation et le stationnement : priorités pour le secteur	page 31
La circulation et le stationnement : priorités pour le quartier	page 32
L'école et la formation : priorités pour le secteur	page 33
L'école et la formation : priorités pour le quartier	page 35
Les équipements et services publics : priorités pour le secteur	page 36
Les équipements et services publics : priorités pour le quartier	page 37
La vie de quartier : priorités pour le secteur	page 38
La vie de quartier : priorités pour le quartier	page 38
Le commerce : priorités pour le secteur	page 40
Le commerce : priorités pour le quartier	page 42

L'activité économique : priorités pour le secteur	page 43
L'activité économique : priorités pour le quartier	page 43
Éléments de synthèse	page 45
Démarche transversale à la consultation : réunion de cinq « groupes-expert »	page 48
La circulation	page 49
Les services publics	page 49
La (les) rupture(s) ou l'absence de lien(s)	page 50
La précarité	page 51
L'insécurité	page 52
L'activité commerciale	page 52
Les conflits entre usagers et services publics	page 53
L'absentéisme des patients du CMS	page 53
L'éducation	page 54
La jeunesse	page 54
L'image du quartier	page 55
La propreté	page 55
Un quartier dégradé	page 56
L'analyse des experts du quartier : tableau de synthèse sur les constats et les solutions	page 57
CONCLUSION GENERALE	page 58
Table des matières	page 61